



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 30 MAI 1925

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 30TH MAY, 1925

AVIS

On peut maintenant se procurer le Supplément de la Gazette Officielle contenant certaines lois adoptées à la dernière session de la Législature, en s'adressant à l'Imprimeur du Roi, Québec. Prix : 50 centins. 2253

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la Gazette Officielle voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c. par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c. par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c. par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

NOTICE

The Supplement of the Official Gazette containing certain laws passed at the last session of the Legislature can now be obtained from the King's Printer, Quebec. Price : 50 cents. 2254

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

PARTIES sending advertisements to be inserted in the Official Gazette will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la Gazette Officielle du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

LS.-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

2111

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the Official Gazette of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription, of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

LS. A. PROULX,

King's Printer.

2112

Government House.

Arrêtés en Conseil

Copie du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif, en date du 19 mai 1925, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 20 mai 1925.

Concernant le Parc National des Laurentides.

L'honorable Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, dans un mémoire en date du 19 mai, (1925), expose: que le Parc National des Laurentides fut établi en vue d'en faire une réserve pour la protection du poisson et du gibier;

Que la chasse aux animaux à fourrure est déjà prohibée en vertu des règlements, et qu'il est important de prohiber également la possession d'armes à feu ou de tout autre engin de chasse, de viande d'original, de chevreuil et de caribou ainsi que de chiens dans les limites du Parc, sans un permis spécial.

EN CONSÉQUENCE, en vertu du paragraphe "E" de l'article 1676 des Statuts Refondus, l'Honorable Ministre recommande que toute personne trouvée en possession d'armes à feu, ou de tout autre engin de chasse, ou de chiens, sans permis spécial, ou encore de fourrures ou de viande d'animaux tués sans permis, dans les limites du Parc, soit sujette à une amende de \$200.00 et expulsée du Parc, sans préjudice aux autres lois et règlements de la chasse. Si telle personne travaille à l'exploitation forestière et ne peut être trouvée ou arrêtée, l'entrepreneur ou la compagnie seront tenus responsables des mêmes infractions et sujets à la même amende;

L'Honorable Ministre recommande de plus que les gardiens soient autorisés à tuer tous les

Orders-in-Council

Copy of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council, dated the 19th of May, 1925, approved by His Honour the Lieutenant-Governor the 20th. of May, 1925.

Respecting the Laurentides National Park.

The Honourable Minister of Colonization, Mines and Fisheries, in a memorandum dated the 19th. of May, (1925), sets forth: that the Laurentides National Park was established with the view of making it a reserve for the protection of fish and game;

That hunting fur animals is already prohibited under the regulations and that it is important to also prohibit the possession of fire-arms or of any other hunting contrivances, moose, deer and caribou meat and dogs within the limits of the Park, without a special permit.

THEREFORE, under paragraph "E" of article 1676 of the Revised Statutes, the Honourable Minister recommends that any person found in the possession of fire-arms or of any other hunting contrivances or dogs without a special permit, or also of meat of animals killed without a permit, within the limits of the Park, be subject to a fine of \$200.00 and expelled from the Park, without prejudice to other game laws and regulations. If such person is engaged in lumbering operations and cannot be found or arrested, the contractor or the company shall be held liable for said infractions and be subject to the same fine.

The Honourable Minister further recommends that the guardians be authorized to

chiens qu'ils croiront dangereux pour la sécurité des sportsmen dans les limites du Parc.

Certifié,
2647—22-2

Le greffier Conseil Exécutif,
A. MORISSET.

kill all dogs which they may think dangerous for the safety of sportsmen within the limits of the Park.

Certified,
2648—22-2 A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

REGLEMENT concernant le Parc National des Laurentides.

L'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, dans un mémoire en date du 30 avril (1924), recommande que l'ordre en conseil No 1751, en date du 7 décembre, 1915, au sujet du Parc National, soit abrogé et remplacé par le suivant:

L'administration du Parc National des Laurentides est confiée au ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries ainsi qu'au surintendant.

Sous la direction du ministre et du surintendant, les gardiens auront plein pouvoir de faire exécuter la loi concernant le parc ainsi que les règlements suivants:

(a) Personne ne peut pénétrer dans le Parc sans avoir un permis spécial du département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, à moins de pouvoir autrement justifier sa présence;

(b) Il est défendu de faire du feu dans le parc excepté pour des fins de campement, et alors on devra prendre soin de choisir un endroit propice et d'éteindre complètement le feu avant de quitter les lieux;

(c) Il est strictement défendu de chasser, tuer ou prendre en tout temps de l'année les animaux à fourrure, ainsi que d'avoir en sa possession des trappes, des pièges ou des collets, dans les limites du parc;

(d) Les gardiens ou leurs assistants devront confisquer tous pièges, trappes ou collets quels qu'en soient les propriétaires;

(e) Excepté les gardiens en devoir et les visiteurs ayant un permis de chasser ou un permis spécial à cet effet, personne ne doit avoir d'armes à feu en sa possession dans le parc. Les gardiens doivent saisir les armes à feu trouvées en la possession de personnes n'ayant pas de tels permis;

(f) Personne ne peut pêcher sans avoir un permis spécial et ce permis n'autorise la pêche qu'à la canne et ligne et à la mouche. Les gardiens ont le pouvoir de saisir tous les instruments de pêche d'une personne qui n'a pas de permis, ou de saisir les seines, trôles ou autres instruments défendus se trouvant en la possession d'une personne qui a obtenu la permission de pêcher à la mouche;

(g) Il est défendu de couper, mutiler ou détruire aucun arbre, excepté dans les cas de nécessité pour des fins de campement;

(h) Il est strictement défendu, en tout temps de l'année, de tuer, prendre ou molester les oiseaux insectivores ou de détruire leurs nids;

(i) Personne ne sera admis dans le parc ou les dépendances du gouvernement, à moins d'avoir un permis à cet effet;

(j) Toute personne qui causera des désordres, soit dans les bâtisses ou sur le territoire du parc, ou qui enfreindra l'un quelconque des règlements, sera renvoyée, sans préjudice aux procédures qui pourront être intentées contre cette personne pour recouvrer les dommages causés à la propriété, s'il y a lieu;

(k) Le ministre aura le droit de fixer le prix des permis qui seront octroyés pour pêcher ou chasser dans le parc, ainsi que pour avoir possession des camps et dépendances du gouvernement;

REGULATIONS respecting the Laurentides National Park.

The Honourable Minister of Colonization, Mines and Fisheries, in a memorandum dated the 30th of April (1924), recommends that Order-in-Council No. 1751, dated the 7th of December, 1915, respecting the National Park, be canceled and replaced by the following:

The management of the Laurentides National Park shall be vested on the Minister of Colonization, Mines and Fisheries and the Superintendent;

Under the direction of the Minister and Superintendent, the guardians shall have full power to carry out and enforce the law respecting the Park as well as the following regulations:

(a) No person shall enter the Park without a special permit from the Department of Colonization, Mines and Fisheries, unless he can otherwise justify his presence;

(b) It is forbidden to set any fire in the Park except for camping purposes, and then particular care must be taken in selecting a suitable place and all such fires must be completely extinguished before leaving the spot;

(c) It is strictly forbidden to hunt, kill or take at any time of the year any furbearing animals as well as to be in possession of traps, snares or other hunting contrivances within the limits of the Park;

(d) The guardians or their assistants shall confiscate all traps, snares or hunting contrivances, no matter who the proprietors thereof may be;

(e) With the exception of the guardians whilst on duty and visitors with a hunting or special permit, it is forbidden to carry fire-arms in the park. The guardians shall seize all fire-arms found in the possession of any one not provided with such permits;

(f) It is forbidden to take fish without a special permit and such permit is only good for fly fishing. The guardians have full power to seize all fishing tackle from any one not provided with a permit or to seize the seines, trolls or other prohibited fishing tackle found in the possession of the holder of a permit for fly-fishing;

(g) It is forbidden to cut, mutilate or destroy any standing tree, except what is absolutely necessary for camping;

(h) It is strictly forbidden to kill, take or molest any insectivorous bird at any time or to destroy their nests;

(i) No one shall enter the Park or the dependencies of the Government unless he has a permit to that effect;

(j) Any person causing disorders, either in the buildings or on the territory of the Park, or who shall contravene any of the Park regulations shall be put out of the Park, without prejudice to the procedures which may be instituted against such person to recover damages caused to the property, if any;

(k) The Minister may fix the tariff of the permits for hunting or fishing in the Park, as well as to occupy the camps and dependencies belonging to the Government;

(l) Le ministre a également le droit de déterminer le nombre de truites qui pourra être pris par jour par chaque pêcheur dans les lacs et rivières du parc.

Certifié.

Le greffier du Conseil Exécutif,
2571-21-2 (Signé) A. MORISSET.

(l) The Minister may also fix the number of trout which may be taken by each fisherman per day in the lakes and rivers of the Park.

Certified.

(Signed) A. MORISSET,
2572-21-2 Clerk of the Executive Council.

Letters patent

"A. Allard Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mai 1925, constituant en corporation: Arthur Allard, marchand, François-Xavier-Iacques Allard, commerçant, et Georges FitzGibbon, comptable, tous trois des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce de gros et de détail comme principaux et comme agents des articles de ferronnerie, peinture, verrerie, tapisserie, granit, ferblanterie, vitre, pinceaux, fixtures électriques, cuivre, aluminium et tous les outils de menuisiers, briquetiers, plâtriers et autres objets de *sporting goods*, poêles, machines à laver, fers à repasser, et tous autres objets s'y rattachant;

Faire, manufacturer, fabriquer, réparer, échanger, acheter, vendre, importer, exporter toutes marchandises de ferronnerie et autres accessoires et généralement faire le commerce en gros et en détail comme principaux et agents de toutes marchandises en ferronnerie et autres s'y rattachant, et accessoires;

Exercer toute autre industrie et faire le commerce de toutes autres marchandises se rattachant à ce commerce, que la compagnie croira capable d'exercer à son avantage, conjointement ou non avec son commerce de ferronnerie et autres accessoires;

Manufacturer des réceptacles et matériaux d'emballage pour la marchandise se rattachant au commerce de la compagnie;

Acquérir en totalité ou en partie tout commerce ou propriété de toute personne, société ou compagnie exerçant le même commerce que la présente corporation est autorisée à exercer, et assumer tout ou partie du passif du dit commerce et propriété et les payer entièrement ou partiellement en parts ou actions acquittées de la présente compagnie ou autrement, à un prix à être déterminé par cette dernière et en disposer;

Acheter, souscrire ou autrement acquérir, posséder, ou détenir des actions, obligations, débentures et autres titres ou valeurs de toute corporation, société ou personne exerçant un commerce semblable à celui de la présente compagnie ou susceptible d'être convenablement exercé par la présente corporation, les détenir, les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir de toute personne, société ou corporation tout droit, pouvoir, intérêt, part, obligation, clientèle, franchise ou autres concessions, bénéfices ou actions en rapport avec le commerce susdit et payer ces obligations, soit totalement soit partiellement, en actions acquittées de la compagnie;

Ouvrir et construire toute succursale d'affaires se rapportant à l'exécution des objets pour lesquels la présente compagnie est constituée et qu'elle jugera utile ou convenable à son commerce ou industrie;

Lettres patentes

"A. Allard Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1925, incorporating: Arthur Allard, merchant; François-Xavier Pacifique Allard, trader, and George FitzGibbon, accountant, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To deal wholesale and retail as principals and as agents in hardware, paints, glass-ware, wall-papers, granite, tinware, window panes, paint brushes, electric fixtures, copper and aluminum wares and in all tools for carpenters, brick layers and plasterers, and in sporting goods, stoves, washing machines, irons, and any other articles connected therewith;

To make, manufacture, fabricate, repair, exchange, purchase, sell, import, export all kinds of hardwares and other accessories and generally to deal wholesale and retail, as principals and agents, in all kinds of hardwares and other goods connected therewith and accessories thereof;

To carry on any other business and deal in all other goods connected with any business which the company may think capable of being profitably carried on, in conjunction or not with its hardware and hardware supplies business;

To manufacture containers and packing materials for any merchandise connected with the business of the company;

To acquire in whole or in part any business or property from any person, partnership or company carrying on the same business which the present corporation is authorized to carry on and to take over all or part of the liabilities of said business and property, and to pay for the same wholly or partly in paid up shares or stocks of the present company or otherwise, at such price as may be fixed by the latter and to dispose of same;

To purchase, subscribe for or otherwise acquire, possess or hold shares, bonds, debentures, or other stocks or securities of any other corporation, partnership or person carrying on a business similar to that of the present company or capable of being conveniently carried on by the present corporation and to hold, sell, or otherwise dispose of same;

To acquire from any person, partnership or corporation any right, power, interest, share, bond, good-will, franchise or other concessions, benefits or stocks in connection with the above business and to pay for the same wholly or partly in paid up shares of the company;

To open and construct any branch connected with the carrying out of the objects for which the present company is incorporated and which it may deem useful or suitable for its business or industry;

Obtenir, acheter, exploiter, vendre ou autrement céder toutes marques de commerce, brevets, secrets ou procédés de composition et tous autres droits et privilèges que la compagnie jugera utiles ou convenables à son commerce ou industrie;

Acheter, bâtir, louer des terrains selon que la compagnie le jugera à propos et en disposer de toute façon et pour toutes fins;

Acheter ou autrement acquérir et détenir toutes propriétés mobilières ou immobilières qui peuvent être nécessaires ou avantageuses aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, payer telle acquisition ou détention en argent, on obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, engager, améliorer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer des entreprises, droits, biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie et toute partie d'iceux pour les considérations que cette dernière croira convenables;

Tirer, faire, accepter, endosser, expédier, négocier et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables;

Prêter et payer de l'argent à toute personne qui serait en relation d'affaires avec la compagnie;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissaires négociables ou transférables;

Faire toute chose appropriée à la réalisation des objets précités de la compagnie ou de chacun d'eux, sous le nom de "A. Allard Company, Limited", avec un capital total de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en quinze mille (15,000) actions de une piastre (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera au numéro 603 de la rue Mont-Royal Est, Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de mai 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
2623 C.-J. SIMARD.

"Braids and Trimmings, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de mai 1925, constituant en corporation: John MacNaughton, 344 avenue Northcliffe, Albert-I. Goodstone, 852a rue Durocher, J.-Horace Michaud, 2612 rue Ontario Est, tous avocats et tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Importer, exporter, manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce d'effets, denrées et marchandises, et sans limiter la généralité des mots précités, manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce d'effets composés en tout ou en partie de soie, coton ou autres matières fibreuses ou de laine;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de machinerie, outils, ustensiles, matériaux, substances, instruments et choses utilisés ou pouvant être utilisés pour la fabrication, l'emballage, l'emmagasinage, la préparation pour le marché d'aucune des classes d'articles et effets mentionnés au paragraphe précédent;

Acheter, acquérir, louer, posséder, ériger, outiller, entretenir et exploiter des moulins, manufactures, entrepôts, magasins ou autres édifices ou travaux nécessaires ou convenant aux fins de la compagnie;

To obtain, purchase, operate, sell or otherwise dispose of any trade-marks, patents, secrets, or compound processes and any other rights and privileges which the company may think useful or suitable for its business or industry;

To purchase, build upon, lease any lands which the company may think convenient and to dispose of same in any way and for any purposes;

To purchase or otherwise acquire and hold any movable and immovable property which may be necessary or suitable for the attainment of the objects for which the company is incorporated and to pay for such acquisition or holding in cash, bonds or paid up shares of the company;

To sell, pledge, improve, develop, exchange, lease, alienate, turn to account or otherwise dispose of the undertaking, rights, real or personal property of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit;

To draw, make, accept, endorse, transmit, negotiate and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable instruments;

To lend and pay money to any person having dealings with the company;

To draw, make, accept, endorse, discount, pay out and issue negotiable or transferable promissory notes;

To do all such things as may seem conducive to the attainment of the above objects or any of them, under the name of "A. Allard Company, Limited", with a total capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into fifteen thousand (15,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at No. 603 Mount Royal Street East, at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of May, 1925.

C. J. SIMARD,
2624 Assistant Provincial Secretary.

"Braids and Trimmings, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May 1925, incorporating: John MacNaughton, 344 Northcliffe Ave., Albert I. Goodstone, 852a Durocher St., J. Horace Michaud, 2612 Ontario St. East, all advocates, and all of the City of Montreal, for the following purposes:

To import, export, manufacture, buy, sell and deal in goods, wares and merchandise, and without limiting the generality of the foregoing words to manufacture, buy, sell and deal in goods composed wholly or in part of silk, cotton, or other fibres, or of wool;

To manufacture, buy, sell and deal in machinery, tools, utensils, material, substances, appliances and things used or capable of being used in the manufacture, packing, storing or preparation for sale of any of the classes of articles or goods mentioned in the preceding paragraph;

To purchase, acquire, lease, own, erect, equip, maintain, and operate mills, manufactories, store houses, stores or other buildings, or works necessary or convenient for the purposes of the company;

Construire ou acquérir par bail, achat, ou autrement, et exploiter des usines pour la production, la vente et l'aliénation de la vapeur, force pneumatique, électrique, hydraulique ou autre énergie, et produire, créer, développer, acquérir par bail, achat ou autrement, et contrôler et généralement faire le commerce dans le district de Montréal, et vendre, louer ou aliéner autrement telle vapeur, force électrique, pneumatique, hydraulique ou autre énergie pour aucun des besoins ou aucune des fins auxquels elles s'adaptent, pourvu toutefois que les droits, privilèges et pouvoirs conférés à la compagnie dans les présentes, dans ce paragraphe, d'acquérir, d'utiliser et d'aliéner de l'électricité, lorsqu'ils sont exercés en dehors des propriétés de la compagnie, soient sujets à tous les lois et règlements des autorités provinciales et municipales à cet effet;

Solliciter, maintenir, enregistrer, louer, acquérir et détenir ou vendre, louer et aliéner ou faire valoir autrement tous brevets d'inventions, améliorations ou procédés, marques et noms de commerce et autres droits semblables nécessaires ou utiles pour aucune des fins de la compagnie ou accorder des permis pour les exploiter;

Louer, vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, faire valoir ou autrement aliéner la totalité ou toute partie des propriétés et actifs de la compagnie pour telle considération que cette compagnie croira acceptable, y compris des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie;

Acquérir comme industrie active la totalité ou toute partie de l'actif, y compris la clientèle de toute compagnie, d'une ou des personnes exerçant tout commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, et tout commerce semblable, ou en possession des biens convenant aux fins de tel commerce, et les payer totalement ou partiellement en obligations, débetures ou actions de la compagnie entièrement acquittées et non sujettes à appel, et les vendre, louer ou en disposer autrement, en tout ou en partie;

Etre partie à toute convention pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou pour d'autres fins semblables, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer tout commerce ou entreprise que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou s'unir à telle compagnie;

Prendre ou acquérir autrement des actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux mentionnés dans les présentes, et les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie ou les négocier autrement;

Prélever et aider à prélever des deniers pour toute autre compagnie ou corporation, et leur aider au moyen de bonis, prêts, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, et garantir l'exécution de contrats par telle compagnie ou corporation ou par toute autre personne ou personnes avec lesquelles cette compagnie est en affaires;

Placer les deniers qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qu'elle déterminera de temps à autre;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, aucun des biens de la compagnie, et particulièrement toutes actions, débetures ou valeurs de toutes compagnies dont cette compagnie peut disposer;

Faire la totalité ou aucune des choses autorisées par les présentes soit seuls ou conjointement avec d'autres ou comme facteurs ou comme agents;

To construct, or acquire by lease, purchase or otherwise, and to operate works for the production, sale and disposal of steam, pneumatic, electric, hydraulic, or other power or force, and to produce, create, develop, acquire by lease, purchase or otherwise, and to control and generally deal in the City and District of Montreal, and sell, lease or otherwise dispose of such steam, electric, pneumatic, hydraulic or other power for any uses or purposes to which the same are adapted, provided always that the rights, privileges and powers hereby conferred upon the company in this paragraph in acquiring, using and disposing of electricity, when exercised outside the property of the company, shall be subject to all the laws and regulations of the provincial and municipal authorities in that behalf;

To apply for, maintain, register, lease, acquire and hold, or to sell, lease and dispose of and grant licenses in respect of, or otherwise turn to account any patents of invention, improvements or processes, trademarks, trade names, and the like, necessary or useful for any of the purposes of the company;

To lease, sell, improve, manage, develop, exchange, turn to account, or otherwise dispose of any or all of the properties and assets of the company for such consideration as the company may deem fit, including shares, debentures or securities of any other company;

To acquire as a going concern all or any of the assets, including the good-will of any company, person or persons carrying on any business which this company is authorized to carry on, or any business similar thereto, or possessing any properties suitable for the purposes thereof; and to pay for the same wholly or in part in bonds, debentures or fully paid and non-assessable shares of the company, and to sell, lease or otherwise dispose of the same or any part thereof;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on, or to amalgamate with any such company;

To take or otherwise acquire shares, bonds, debentures and other securities of any company having objects altogether or in part similar to those herein enumerated, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee, or otherwise deal in the same;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company, and in particular any shares, debentures or securities in any companies which the company may have power to dispose of;

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with others, or as factors or agents;

Les pouvoirs de chaque paragraphe ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe;

Faire toutes les choses qui peuvent être nécessaires pour mener à bonne fin les objets susmentionnés. La compagnie exercera son industrie dans toute la province de Québec, sous le nom de "Braids and Trimmings, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de mai 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
2625 C.-J. SIMARD.

"Coaticook Cartage Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mai 1925, constituant en corporation: Dame Marie Larochelle, veuve de feu Adjudant Vaillancourt, en son vivant bijoutier, de Coaticook, province de Québec; Joseph A.-H. Vaillancourt, et Joseph-Emile Vaillancourt, tous deux, commis, tous de la ville de Coaticook, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce, dans toutes ses branches, de maîtres-voituriers et d'expéditeurs, et percevoir et collecter, recevoir, transférer, transporter et expédier des bagages, colis, des articles, denrées et marchandises, des produits et tous articles de commerce et autres effets;

Faire affaires comme voituriers et charretiers, et conduire et transporter des passagers dans les limites de la province de Québec;

Acheter ou autrement acquérir, posséder, entretenir, vendre ou autrement disposer de, ou louer à, ou emprunter des chevaux, des engins tracteurs, des moteurs et autres véhicules de toutes sortes et de toutes descriptions pour les fins du commerce de la compagnie;

Faire affaires comme entreposeurs, et bâtir, acheter, louer, mettre en opération et entretenir des entrepôts et des bâtiments aux fins d'emmagasiner du grain et des céréales, du beurre, du fromage, des œufs, de la volaille, des fruits, des légumes, et tous autres articles de commerce;

Exercer toute autre affaire ou entreprise que la compagnie jugerait susceptible d'être conduite convenablement avec toute partie des affaires de la compagnie, ou supposée devoir favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement;

Acheter, acquérir, ou souscrire à, et accepter, détenir et disposer de parts, bons, débentures ou autres valeurs de toute compagnie ou corporation ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie;

Agir comme agents pour toute compagnie, association ou individu exerçant un commerce semblable ou connexe;

S'amalgamer, s'unir, ou se joindre à toute personne, compagnie ou corporation exerçant un commerce semblable ou connexe;

Vendre, louer, transférer ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie des affaires et de l'entreprise de la compagnie en faveur de toute autre personne, firme, compagnie ou corporation et recevoir comme considération pour telle vente, bail ou transfert, des argents, ou toutes parts,

The powers in each paragraph to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

To do all such things as may be necessary to the due carrying out of the above objects. The operations of the company to be carried on throughout the Province of Quebec, under the name of "Braids and Trimmings, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of May 1925.

C. J. SIMARD,
2626 Assistant Provincial Secretary.

"Coaticook Cartage Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1925, incorporating: Dame Marie Larochelle, widow of late Adjudant Vaillancourt, in his lifetime, jeweller, of Coaticook, Province of Quebec; Joseph A. H. Vaillancourt, and Joseph Emile Vaillancourt, both clerks, all of the town of Coaticook, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all branches thereof the business of master-carriers and forwarders and to collect, receive, transfer, transport and forward baggage, parcels, goods, wares and merchandise, any products and articles of trade and other goods;

To carry on business as carriers and carters and to conduct and convey passengers within the limits of the Province of Quebec;

To purchase or otherwise acquire, own, maintain, sell or otherwise dispose of or lease or borrow horses, tractor engines, motors and other vehicles of all kinds and of any description for the business purposes of the company;

To carry on the business of warehouse-men, and to build, purchase, lease, operate and maintain warehouses and buildings for the storing of grain and cereals, butter, cheese, eggs, poultry, fruit, vegetables and any other articles of trade;

To carry on any other business or undertaking which the company may think capable of being conveniently carried on in connection with any part of the business of the company or directly or indirectly calculated to further the interests of the company;

To purchase, acquire, or subscribe for and to accept, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities of any company or corporation having objects similar to those of this company;

To act as agents for any company, association or individual carrying on a similar or allied business;

To amalgamate, unite or join with any person, company or corporation carrying on a similar or allied business;

To sell, lease, transfer and otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertaking of the company in favour of any other person, firm, company or corporation, and to receive in consideration for such sale, lease or transfer, cash or shares, debentures, bonds or

débitures, des bons ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation; securities of any other company or corporation;

Rémunérer, soit en argent, ou en capital payé ou partiellement payé, en bons ou débiteures de la compagnie, toute personne, firme ou corporation pour services rendus ou à être rendus à la compagnie, relativement à son incorporation, sa promotion ou son organisation, ou en rapport avec la conduite de ses affaires, ou pour toute propriété ou droits acquis par la compagnie, sous le nom de "Coaticook Cartage Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune, dont la totalité sera du stock commun.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de mai 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

2627

C.-J. SIMARD.

To remunerate with cash or in fully or partly paid up stocks, bonds or debentures of the company any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization or in connection with the conduct of its business or for any property or rights acquired by the company, under the name of "Coaticook Cartage Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each, the whole of which is common stock.

The head office of the company will be in the town of Coaticook, in the district of Saint Francis.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of May, 1925.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

2628

"Germanic Publishing Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour d'avril 1925, constituant en corporation: Alfred Stephenson Parker, 2409 rue Mance, James Brewis Walker, 2025 rue Saint-Urbain, tous deux commis, de Montréal, et Viola Sutcliffe, fille majeure, 859a avenue Durocher, Outremont, pour les fins suivantes :

Clauses spécifiques:

Acheter, vendre, manufacturer, et faire affaires généralement comme imprimeurs, éditeurs, papiers, graveurs, dessinateurs, libraires et propriétaires et éditeurs de journaux, magazines, publications périodiques, travaux et publications littéraires dans les langues anglaise et française et dans toutes autres langues étrangères, et s'occuper généralement de l'art, du métier et du commerce d'impressions photographiques, photographures, lithographies et de tous autres modes de reproductions ou productions d'imprimés, gravures, dessins, peintures, portraits et représentations et impressions de toutes sortes, en couleur ou autrement;

Agir et faire affaires généralement comme agents de publicité, et s'occuper et conduire un commerce de publicité dans toutes ses spécialités, y compris la préparation et l'agencement d'annonces et d'affiches de toutes sortes; l'achat, la préparation, la fabrication, l'utilisation et la disposition de jouets, portraits, dispositifs, nouveautés, inventions de publicité et tous autres moyens et médiums d'annonces; l'acquisition et la préparation d'espaces et de facilités d'annonces, d'espaces et privilèges sur des murs, et l'achat et l'utilisation de toutes lettres patentes, droits de brevet, marques de commerce et droits d'auteur attachés ou utiles à l'exploitation dudit commerce de publicité;

Clauses générales (P. Q.):—Manufacturer, produire, acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder, hypothéquer, vendre, céder et transférer, placer, négocier, trafiquer dans et de produits, denrées et marchandises, et de propriétés de toutes classes et de toute description;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir et se charger de la totalité ou de quelques-uns des biens, de la propriété, réelle ou personnelle, mobilière ou immobili-

"Germanic Publishing Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April, 1925, incorporating: Alfred Stephenson Parker, 2409 Mance Street, James Brewis Walker, 2025 Saint Urbain Street, both clerks, of Montreal, and Viola Sutcliffe, spinster, 859a Durocher Ave., Outremont, for the following purposes:

Specific Clauses:

To buy, sell, manufacture and deal generally, as printers, publishers, stationers, engravers, designers, book-sellers and proprietors and publishers of newspapers, magazines, periodicals, literary works and publications and in English, French, and any foreign language, and to engage generally in the art, trade, and business of photographic printing, photo-engraving, lithographing and all other modes of reproducing or producing printing, engraving, drawings, paintings, pictures, and representations and impressions of all kinds, in color or otherwise;

To act as and carry on the general business of advertising agents and to engage in and conduct the business of advertising in all its branches, including the preparation and arrangement of advertisements, and advertising matter of all kinds; the purchase, preparation, manufacture, utilization and disposal of advertising toys, pictures, devices, novelties, inventions and all other means and instrumentalities for advertising; the acquisition and preparation of advertising space and facilities, mural space and privileges upon the same, and the purchase and utilization of all letters patent, patent rights, trade marks, and copyrights pertaining to or useful in the conduct of the said business of advertising;

General object clauses (P. Q.):—To manufacture, produce, purchase or otherwise acquire, hold, own, mortgage, sell, assign and transfer, invest, trade, deal in and deal with goods, wares and merchandise, and property of every class and description;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, real or personal property movable or immovable, business, privileges, franchises, li-

lière, des affaires, privilèges, franchises, licences ou concessions, stocks, actions, obligations, débetures ou actions-obligations, contrats, droits, obligations et engagements de toute entreprise, compagnie, société, association ou personne exerçant ou sur le point d'exercer aucune partie des affaires autorisées par les présentes, ou s'y rattachant, ou qui possèdent de la propriété convenant à cette entreprise, ou de toute compagnie dans laquelle les actions, bons, débetures, actions-obligations ou autres valeurs sont détenues, et les payer totalement ou partiellement en argent ou par l'émission d'actions ou valeurs totalement acquittées, ou par toute autre considération, et exercer la totalité ou une partie du commerce, si la chose est jugée raisonnable et désirable, de toute telle compagnie, société, association ou personne dont les biens sont ainsi acquis;

Adopter tel moyen qui lui semblera convenable pour faire connaître les objets et les produits de la compagnie et en particulier par des annonces dans la presse, au moyen de circulaires, par l'achat ou l'exposition d'œuvres d'art et d'intérêt, par la publication de livres, périodiques, par l'octroi de prix, récompenses ou par des donations;

Demander, obtenir, par cession, transfert, enregistrement, achat ou bail, ou autrement acquérir et détenir, posséder, faire usage de, opérer, exercer, exécuter ou jouir de, introduire et vendre, céder, ou autrement disposer de toute licence, pouvoir, autorité, franchise, concessions, droits ou privilèges que tout gouvernement ou autorité, ou toute corporation ou autre corps public aurait le droit d'accorder; des marques de commerce, formules, procédés secrets, noms de commerce et marques distinctives et toutes inventions, améliorations et procédés utilisés relativement à ou obtenus par lettres patentes ou autrement, du Canada, ou de tout autre pays; et faire usage de, exercer, développer, accorder des licences relativement à, ou autrement rendre profitables toutes et chacune de telles marques de commerce, patentes, licences, concessions et autres choses semblables, ou toute telle propriété, tous droits ou informations ainsi acquis, et, en vue de leur exploitation et développement, exercer toute industrie minière, manufacturière ou autrement, qui pourra directement ou indirectement contribuer à réaliser ces objets;

Procurer à la compagnie son enregistrement, sa licence ou sa reconnaissance dans tout pays étranger et désigner et nommer toute personne ou plusieurs d'entre elles pour l'y représenter comme procureur, selon les lois de tel pays étranger, pour recevoir signification de toute procédure ou action en faveur de cette compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, consolidation, amalgamation, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

censes or concessions, stocks, shares, bonds, debentures, or debenture stocks, contracts, rights, obligations and liabilities of any undertaking, company, society, partnership or person carrying on or about to carry on any part of the business herein authorized, or which is germane thereto, or which is possessed of property suitable for the purposes of this undertaking, or of any company in which shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities are held, and to pay for the same, in whole or in part, in cash or by the issue of fully paid up shares or securities, or any other consideration, and to carry on all or any part of the business, if deemed expedient and desirable, of any such company, society, partnership or person whose assets are so acquired;

To adopt such means of making known the objects and products of this undertaking as may seem expedient, and in particular by advertising in the press by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books or periodicals, and by granting prizes, rewards and donations;

To apply for, obtain by assignment, transfer, register, purchase or lease or otherwise acquire, and to hold, own, use, exercise, carry out and enjoy, introduce and sell, assign or otherwise dispose of any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, trade-marks, formulae, secret processes, trade names and distinctive marks, and all inventions, improvements and processes used in connection with or secured under letters patent or otherwise, of Canada, or of any other country; and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account any and all such trade marks, patents, licenses, concessions, processes and the like, or any such property, rights and information so acquired, and with a view to the working and development of the same, to carry on any business whether mining, manufacturing, or otherwise which may directly or indirectly effectuate these objects;

To cause the company to be registered, licensed, or otherwise recognized in any foreign country, and to designate and appoint persons therein as attorneys or representatives, with full power to represent it in all matters, according to the laws of such foreign country, and to accept service of any process or suit for it or on its behalf;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, consolidation, amalgamation, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction herein authorized, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the undertaking and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities thereof, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fidéicommis et convenances devant bénéficier à cette compagnie et aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

Promouvoir toute entreprise, compagnie ou compagnies pour toutes fins qui sembleraient devoir favoriser cette entreprise et aider, par garantie, endossement, avances ou autrement, toute compagnie dont les actions du capital ou dont les bons, débetures ou autres valeurs sont détenus par les présentes;

Payer tous les frais, charges et dépenses encourus ou soutenus au sujet de la promotion et de l'établissement de cette entreprise, ou qui seraient considérés comme préliminaires;

Lors de l'émission d'actions, débetures ou autres valeurs, employer des courtiers, agents à commission et des assureurs, et pourvoir à la rémunération de telles personnes pour leurs services, par le paiement en argent, ou, avec l'approbation des actionnaires, par l'émission d'actions, débetures ou autres valeurs, ou en accordant des options sur ces choses, ou de toute autre manière;

Emprunter de l'argent, tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, des lettres de change, des mandats et autres instruments négociables et transférables, faire et émettre des bons, débetures et preuves de dettes de toutes sortes, sans limite quant au montant, et les assurer, si c'est nécessaire, par un mortgage, un lien ou autrement;

Placer et disposer des fonds de la compagnie de telle manière qui, de temps en temps, pourrait être déterminée, et prêter de l'argent à d'autres personnes ou compagnies quand la chose semblera recommandable, et garantir l'exécution de contrats, de même que l'exécution de toutes obligations ou entreprises de toute autre compagnie ou personne, comprenant le paiement de dividendes, des intérêts sur les obligations, débetures, actions obligations ou autres valeurs, mortgages ou engagements de toute compagnie ou personne, et accepter comme sûreté pour tels prêts et garanties toute sûreté qui pourrait être offerte par telle compagnie ou personne, comprenant des actions, des bons, débetures, actions-obligations, mortgages, liens, ou autres valeurs de telles autres compagnies, ou provenant de ou sur la propriété de telles personnes ou compagnies;

Acheter, prendre ou acquérir par souscription originale ou autrement, et détenir, vendre ou autrement disposer d'actions, stock, commun ou préférentiel, débetures, bons ou autres obligations dans et de toute entreprise ou compagnie ayant des objets semblables totalement ou partiellement à ceux ici décrits, ou exerçant un commerce susceptible d'être conduit de manière à favoriser cette entreprise directement ou indirectement, et voter toutes actions ainsi détenues par l'intermédiaire de tel agent ou agents que les directeurs pourraient nommer;

Distribuer en espèces, au moyen de dividendes ou autrement, aux actionnaires, aux clients ou aux employés de la compagnie, toutes actions, valeurs ou autre propriété, ou biens applicables comme profits;

To establish and support, or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit or further the objects or interests of this undertaking, its employees or ex-employees, its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and grant pensions and allowances, and make payments towards insurance, and subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any undertaking, company or companies for any purposes which may seem to benefit his undertaking, and to aid by guarantee, endorsement, advance or otherwise any company shares of whose capital stock or whose bonds, debentures or other securities are held hereby;

To pay all costs, charges and expenses incurred or sustained about the promotion and establishment of this undertaking or which shall be considered preliminary;

Upon any issue of shares, debentures or other securities, to employ brokers, commission agents and underwriters, and to provide for the remuneration of such persons for their services by payment in cash, or, with the approval of the shareholders, by the issue of shares, debentures or other securities of this undertaking, or by the granting of options to take the same or in any other manner;

To borrow money, to draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments, to make and issue bonds, debentures and evidences of indebtedness of all kinds, without limit as to amount, and to secure the same, if deemed advisable, by mortgage, pledge or otherwise;

To invest and deal with the funds of the company in such manner as may from time to time be determined, and to lend money to persons or companies when deemed advisable, and guarantee the performance of contracts as also the performance of any obligations or undertakings of any other company or person, including the payment of dividends, interests on bonds, debentures, debenture stock, or other securities, mortgages, or liabilities of any such company or person, and to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such company or person, including shares, bonds, debentures, debenture stock, mortgages, pledges, liens, or other securities of such other companies, or of or upon the property of such persons or companies;

To purchase, take or acquire by original subscription or otherwise, and to hold, sell or otherwise dispose of shares, stock, whether common or preferred, debentures, bonds, and other obligations in and of any undertaking or company (having objects similar in whole or in part to the objects herein set forth or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this undertaking), and to vote all shares so held through such agent or agents as the directors may appoint;

To distribute in specie, by way of dividend or otherwise, among the shareholders, customers, or employees, or otherwise, any shares, securities, or other property or assets applicable as profits;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de, ou trafiquer de chacun ou de tous les biens, de toutes les propriétés, droits ou entreprises, pour telle considération que la compagnie jugerait convenable, et, en particulier, pour des actions, bons, débetures ou autres valeurs, si la chose est autorisée par un vote de la majorité en nombre des actionnaires, préférentiels et communs présents ou représentés par procureurs à une assemblée générale dûment convoquée pour étudier cette question, et possédant au moins les deux-tiers du capital-stock émis;

Faire toutes ou chacune des choses ci-dessus et toutes les choses autorisées dans les lettres patentes ou les lettres patentes supplémentaires, comme principaux, agents, contracteurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes telles autres choses comme se rapportant à ou favorisant la réalisation des objets ci-dessus;

Les pouvoirs de chaque paragraphe dans les présentes ne devront, en aucune façon, être limités ou restreints par induction à ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Germanic Publishing Company, Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en quatre mille (4000) actions sans valeur nominale au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de vingt mille piastres (\$20,000.00).

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix de cinq piastres (\$5.00) ou au prix qui sera fixé par les directeurs.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour d'avril 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

2629

C.-J. SIMARD.

"Ladder Lock, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de mai 1925, constituant en corporation: Percy Pinder, vendeur, 1977 Bordeaux, Ernest Pennington, commis, 2214 rue Chateaubriand, James Brewis Walker, commis, 2311 avenue Esplanade, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Clauses spécifiques:

Acquérir les droits canadiens et étrangers sur tout appareil ou invention brevetés et toutes améliorations à ceux, ou tout intérêt dans tel brevet ou améliorations, et demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, patentes, concessions et privilèges semblables conférant tous droits exclusifs ou non exclusifs ou limités d'utiliser toute invention, ou tous secrets ou autres renseignements s'y rapportant, qui paraîtra susceptible d'être utilisée pour aucunes des fins de la compagnie, et les payer soit totalement ou partiellement en deniers comptants ou en actions ou autres valeurs de la compagnie, totalement ou partiellement acquittées, ou de toute autre manière quelconque, et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis pour les exploiter, ou autrement troquer, vendre, engager ou faire

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of or deal with all or any of the assets, properties, rights, or undertakings, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures or other securities, if authorized so to do by the vote of a majority in number of the shareholders, preferred and common, present or represented by proxy at a general meeting duly called for considering the matter, and holding not less than two-thirds of the issued capital stock;

To do all or any of the above things and all things authorized by the letters patent or supplementary letters patent as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

The powers in each paragraph hereof shall be in no wise limited or restricted by reference to, or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Germanic Publishing Company, Limited".

The capital stock of the company is divided into four thousand (4,000) shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be twenty thousand dollars (\$20,000.00).

Shares other than preferred shares shall be issued and allotted at the price of five dollars (\$5.00) or at such price as may be fixed by the directors.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of April, 1925.

C. J. S'MARD,

2630

Assistant Provincial Secretary.

"Ladder Lock, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May 1925, incorporating: Percy Pinder, Salesman, 1977 Bordeaux, Ernest Pennington, Clerk, 2214 Chateaubriand St., James Brewis Walker, Clerk, 2311 Esplanade Ave., all of Montreal, for the following purposes:

Specific Clauses:

To acquire the Canadian and Foreign rights in any patented device or invention and any improvements thereon or any interest in such patent or improvements and to apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or limited rights to use or any secret or other information as to any invention which may be capable of being used for any of the purposes of the company, and to pay for the same, either wholly or partly, in cash or in fully or partly paid up shares or other securities of the company or in any other manner whatsoever, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise to deal in, sell, pledge or turn to account the whole or any part of the patents, property, rights, licenses or information so ac-

valoir la totalité ou toute partie des brevets, propriétés, droits, patentes ou renseignements ainsi acquis, et manufacturer, acheter, vendre ou faire le commerce de toute manière quelconque et assembler et installer la totalité ou toute pièce ou pièces de tout article, machine ou appareil servant à tels brevets ou qui peuvent servir ou être employés soit directement ou indirectement avec tels brevets.

Clauses générales (P. Q.)

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder, engager, vendre, céder et transférer, placer, troquer et faire le commerce de produits, denrées et marchandises, et de propriétés de toutes sortes et descriptions;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir et se charger de la totalité ou de quelques-uns des biens, de la propriété, réelle ou personnelle, mobilière ou immobilière, des affaires, privilèges, franchises, licences ou concessions, stocks, actions, bons, débiteures ou actions-obligations, contrats, droits, obligations et engagements de toute compagnie, société, association ou personne exerçant, ou sur le point d'exercer aucune partie des affaires que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou aucune industrie similaire, ou qui possèdent de la propriété convenant à cette entreprise, ou de toute compagnie dont les actions, bons, débiteures, actions-obligations ou autres valeurs sont détenus par cette compagnie, et les payer totalement ou partiellement en argent ou par l'émission d'actions ou valeurs de cette compagnie totalement acquittées, ou par toute autre considération, et exercer la totalité ou une partie du commerce, si la chose est jugée raisonnable et désirable, de toute telle compagnie, société, association ou personne dont les biens sont ainsi acquis;

Adopter tel moyen qui lui semblera convenable pour faire connaître les produits de la compagnie, et en particulier par des annonces dans la presse, au moyen de circulaires, par l'achat ou l'exposition des œuvres d'art et d'intérêt, par la publication de livres, périodiques, par l'octroi de prix, récompenses ou par des donations;

Procurer à la compagnie son enregistrement, son permis de faire affaires ou sa reconnaissance civile dans tout pays étranger et y désigner et nommer des personnes pour agir comme agents ou représentants de la compagnie, avec entière autorité de la représenter dans toutes affaires, d'après les lois de tel pays étranger, et accepter pour et au nom de cette compagnie assignation d'aucune procédure ou action;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, l'union, la fusion, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour autres fins, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et prêter des fonds à, garantir les contrats de, ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, ou prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les réemettre avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fidéicommiss et convenances susceptibles de faire

quired, and to manufacture, buy, sell, or in any manner deal in and to assemble and install the whole or any part or parts of any article, machinery or device used in connection with such patents or which may be used or employed either directly or indirectly in connection therewith.

General object clauses (P. Q.)

To manufacture, produce, purchase, or otherwise acquire, hold, own, mortgage, sell, assign and transfer, invest, trade, deal in and deal with goods, wares and merchandise, and property of every class and description;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, real or personal property, movable or immovable, business, privileges, franchises, licenses or concessions, stocks, shares, bonds, debentures, or debenture stocks, contracts, rights, obligations and liabilities of any undertaking, company, society, partnership or person carrying on, or about to carry on any part of the business herein authorized, or which is germane thereto, or which is possessed of property suitable for the purposes of this undertaking, or of any company in which shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities are held, and to pay for the same, in whole or in part, in cash or by the issue of fully paid up shares or securities, or any other consideration, and to carry on all or any part of the business, if deemed expedient and desirable, of any such company, society, partnership or person whose assets are so acquired;

To adopt such means of making known the objects and products of this undertaking as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books or periodicals, and by granting prizes, rewards and donations;

To cause the company to be registered, licensed or otherwise recognized in any foreign country, and to designate and appoint persons therein as attorneys or representatives, with full power to represent it in all matters according to the laws of such foreign country, and to accept service of any process or suit for it or on its behalf;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, consolidation, amalgamation, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction herein authorized, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the undertaking, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities thereof, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To establish and support, or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences cal-

bénéficier ou promouvoir les objets ou les intérêts de cette compagnie et aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaire) ou ceux à qui ils sont alliés ou dont ils sont les soutiens, et accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurance pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

Promouvoir toute entreprise, compagnie ou compagnies pour toutes fins qui sembleraient devoir favoriser cette entreprise et aider, par garantie, endossement, avances ou autrement, toute compagnie dont les actions du capital ou dont les bons, débentures ou autres valeurs ont été acquis ou sont détenus par la présente compagnie;

Payer tous les frais, charges et dépenses encourus ou soutenus au sujet de la promotion et de l'établissement de cette compagnie ou qui seraient considérés par elle comme préliminaires;

Lors de l'émission d'actions, débentures ou autres valeurs de la compagnie, employer des courtiers, agents à commission et des assureurs, et pourvoir à la rémunération de telles personnes pour leurs services, par le paiement en argent, ou, avec l'approbation des actionnaires, par l'émission d'actions, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou en accordant des options sur ces choses, ou de toute autre manière;

Emprunter de l'argent, tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, des lettres de change, des connaissements, des mandats et autres instruments négociables et transférables, faire et émettre des bons, débentures et preuves de dettes de toutes sortes, sans limite quant au montant, et les assurer, si c'est nécessaire, par mortgage, nantissement ou autrement;

Placer et disposer des fonds de la compagnie de telle manière qui, de temps en temps, pourrait être déterminée, et prêter de l'argent à d'autres personnes ou compagnies en relations d'affaires avec la compagnie, quand la chose semblera recommandable, et garantir l'exécution de contrats, de même que l'exécution de toutes obligations ou entreprises de toute autre compagnie ou personne dans laquelle ou avec laquelle cette compagnie a des intérêts conjoints, comprenant le paiement de dividendes, des intérêts sur les obligations, débentures, actions-obligations ou autres valeurs, mortgages ou engagements de toute telle compagnie ou personne, et accepter comme sûreté pour tels prêts et garanties toute sûreté qui pourrait être offerte par telle compagnie ou personne, comprenant des actions, des bons, débentures, actions-obligations, mortgages, nantissements, ou autres valeurs de telles autres compagnies;

Acheter, prendre ou acquérir par souscription originaire ou autrement, et détenir, vendre ou autrement disposer d'actions, stock commun ou préférentiel, débentures, bons ou autres obligations dans et de toute compagnie ayant des objets semblables totalement ou partiellement à ceux ici décrits, ou exerçant un commerce susceptible d'être conduit de manière à favoriser cette entreprise, directement ou indirectement, et voter toutes actions ainsi détenues par l'intermédiaire de tel agent ou agents que les directeurs pourraient nommer;

Distribuer en espèces, au moyen de dividendes ou autrement, entre les actionnaires, clients ou employés de la compagnie, ou autrement, toutes actions ou valeurs appartenant à cette compa-

culated to benefit or further the objects or interests of this undertaking, its employees or ex-employees, its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and grant pensions and allowances, and make payments towards insurance, and subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any undertaking, company or companies for any purposes which may seem to benefit this undertaking, and to aid by guarantee, endorsement, advance or otherwise any company shares of whose capital stock or whose bonds, debentures or other securities are held hereby;

To pay all costs, charges and expenses incurred or sustained about the promotion and establishment of this undertaking or which shall be considered preliminary;

Upon any issue of shares, debentures or other securities to employ brokers, commission agents and underwriters, and to provide for the remuneration of such persons for their services by payment in cash, or, with the approval of the shareholders, by the issue of shares, debentures or other securities of this undertaking, or by the granting of options to take the same or in any other manner;

To borrow money, to draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments, to make and issue bonds, debentures and evidences of indebtedness of all kinds, without limit as to amount, and to secure the same, if deemed advisable, by mortgage, pledge, or otherwise;

To invest and deal with the funds of the company in such manner as may from time to time be determined, and to lend money to persons or companies, when deemed advisable, and guarantee the performance of contracts as also the performance of any obligations or undertakings of any other company or person, including the payment of dividends, interest on bonds, debentures, debenture stock or other securities, mortgages or liabilities of any such company or person; and to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such company or person, including shares, bonds, debentures, debenture stock, mortgages, pledges, liens, or other securities of such other companies, or of or upon the property of such persons or companies;

To purchase, take or acquire by original subscription or otherwise, and to hold, sell or otherwise dispose of shares, stock, whether common or preferred, debentures, bonds and other obligations in and of any undertaking or company (having objects similar in whole or in part to the objects herein set forth, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this undertaking), and to vote all shares so held through such agent or agents as the Directors may appoint;

To distribute in specie, by way of dividend or otherwise, among the shareholders, customers or employees, or otherwise, any shares, securities, or other property or assets applicable as

gnie ou toutes propriétés ou tout avoir de la compagnie applicables comme bénéfices de la compagnie;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de, ou trafiquer de chacun ou de tous les biens, de toutes les propriétés, droits ou entreprises de la compagnie, pour telle considération que la compagnie jugerait convenable, et, en particulier, pour des actions, bons, débetures ou autres valeurs, si la chose est autorisée par un vote de la majorité en nombre des actionnaires, préférentiels et communs, présents ou représentés par procureurs à une assemblée générale dûment convoquée pour étudier cette question, et possédant au moins les deux-tiers du capital-stock émis de la compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses ci-dessus et toutes les choses autorisées dans les lettres patentes ou les lettres patentes supplémentaires comme principaux, agents, contracteurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes telles autres choses qui se rapportent ou se rattachent à la réalisation des objets ci-dessus;

Les pouvoirs de chaque paragraphe des présentes ne devront, en aucune façon, être limités ou restreints par induction à ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Ladder Lock, Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en quatre mille actions (4,000) sans valeur nominale au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de vingt mille piastres (\$20,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de mai 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
2631 C.-J. SIMARD.

"People's Journal Publishing Company,
Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes en date du treizième jour du mois de mai 1925, constituant en corporation: Isidore Popliger, avocat, Jack-Lyon Rudner, étudiant en droit, et Alfred Bieber, marchand, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Publier, imprimer, relier, manufacturer, mettre en circulation, acheter, vendre, faire le commerce de et rendre profitables des livres, revues, publications, papier-nouvelles, pamphlets, cartes géographiques, cartes, gravures, lithographies, gravures à l'eau forte, gravures sur bois, clichés à l'électricité, images et illustrations, coloriées ou non, et par quelque procédé ou procédés que ce soit, connus aujourd'hui ou à être découverts ou inventés, et généralement faire le commerce d'imprimeurs, relieurs, lithographeurs, stéréotypeurs, graveurs et éditeurs;

Exercer généralement le commerce d'entrepreneurs et agents d'annonces;

Bâtir, construire, ériger, acheter, louer, prendre à bail ou se procurer des terrains, édifices, bureaux, usines, ateliers, machines ou autres choses nécessaires ou utiles aux fins de réaliser les objets de la compagnie; et vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou de toute spécialité ou partie du commerce, de l'entreprise, des propriétés, obligations et franchises

profits;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of or deal with all or any of the assets, properties, rights or undertakings, for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, bonds, debentures or other securities, if authorized so to do by the vote of the majority in number of the shareholders, preferred and common, present or represented by proxy, at a general meeting duly called for considering the matter, and holding not less than two thirds of the issued capital stock;

To do all or any of the above things and all things authorized by the letters patent or supplementary letters patent as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

The powers in each paragraph hereof shall be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Ladder Lock, Limited".

The capital stock of the company is divided into four thousand (4,000) shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be twenty thousand dollars (\$20,000.00).

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of May 1925.

C. J. SIMARD,
2632 Assistant Provincial Secretary.

"People's Journal Publishing Company,
Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May 1925, incorporating: Isidore Popliger, advocate, Jack Lyon Rudner, Student-at-law, and Alfred Bieber, merchant, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To publish, print, bind, manufacture, issue, purchase, sell, deal and otherwise turn to account books, magazines, publications, newspapers, pamphlets, maps, charts, engravings, lithographs, etchings, wood-cuts, electrotypes, pictures and illustrations whether with or without color, and by whatsoever process or processes the same may be produced whether now existing or hereafter to be discovered or invented, and generally to carry on business of printers, binders, stereotypers, lithographers, engravers and publishers;

To carry on a general advertising business, as advertising contractors, and agents;

To build, construct, erect, purchase, lease, hire, or otherwise provide any buildings, offices, workshops, plant, machinery, or other things necessary or useful for the purposes of carrying out the objects of the company and to sell, lease or otherwise dispose of the whole or any branch or part of the business, undertaking, property, liabilities and franchises of the company, to another

de la compagnie à une autre personne ou compagnie pour telle considération que cette compagnie croira acceptable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs de toute compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Acquérir et assumer comme industrie active l'entreprise, l'actif et le passif de toute personne ou compagnie exerçant tout commerce en tout ou en partie semblable à celui que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie, et les payer en obligations, débetures, actions ou autres valeurs de la compagnie;

Acheter, prendre ou acquérir par souscription originaire ou autrement, et détenir, vendre ou aliéner autrement les actions, titres, ordinaires ou privilégiés, débetures, bons et autres obligations de toute compagnie dont les objets sont en tout ou partie semblables aux objets de cette compagnie, ou qui exerce tout commerce pouvant être exploité de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie, et voter pour toutes actions ainsi détenues par l'entremise de l'agent ou des agents que les directeurs pourront nommer;

Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou patenter, moyennant un droit régalien ou autrement, acquérir et détenir, utiliser, posséder, exploiter et introduire et vendre, céder ou aliéner autrement tout droit d'auteur, marques et noms de commerce, améliorations et procédés enregistrés ou non, utiles aux affaires de la compagnie, et utiliser, exercer, développer, octroyer des patentes ou faire valoir autrement ces marques et noms de commerce, inventions, patentes, procédés et privilèges semblables ou aucune de ces propriétés ou droits;

Etre agents pour tout individu, compagnie ou corporation exerçant un commerce semblable en quelque manière au commerce autorisé ci-dessus, ou qui peut être convenablement exercé conjointement avec tel commerce;

S'associer ou conclure des arrangements au sujet du partage des profits, de l'union des intérêts, la coopération, risques mutuels, concession réciproque ou pour d'autres fins, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou se proposant d'exercer ou d'exploiter une industrie ou entreprise que la présente compagnie est autorisée à exercer ou exploiter, ou toute industrie ou entreprise capable d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Distribuer en espèces ou autrement, selon que résolu, aucune partie de l'actif de la compagnie entre ses membres, et particulièrement les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou toute partie de l'actif ou du passif de la compagnie;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, céder, faire valoir ou autrement approprier la totalité ou toute partie des propriétés ou des droits de la compagnie;

Conclure des conventions avec tout gouvernement ou autorité, souveraine, municipale, locale ou autre, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de tel gouvernement ou autorité tous les droits, privilèges ou concessions que la compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter

person or company for such consideration as the company may see fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To acquire and take over as a going concern the undertaking, assets and liabilities of any person or company carrying on any business similar in whole or in part to that which this company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to pay for the same in the bonds, debentures, shares, or other securities of the company;

To purchase, take, or acquire by original subscription or otherwise and to hold, sell, or otherwise dispose of the shares, stock, whether common or preferred, debentures, bonds, and other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company and to vote all shares so held through such agent or agents as the directors may appoint;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or license, on royalty or otherwise, acquire and hold, use, own, operate and introduce and to sell, assign or otherwise dispose of any copyrights, trademarks, tradenames, patents of invention, improvements or processes under registration or otherwise, useful to the business of the company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account any such trademarks, tradenames and inventions, licenses, processes and the like, or any such property or rights;

To act as agents, for any individual, company or corporation carrying on a business in any way similar to or that can be conveniently combined with the business covered by the foregoing;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable and transferable instruments;

To distribute, in specie or otherwise, as may be resolved, any assets of the company amongst its members, and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of the company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property or rights of the company;

To enter into any arrangements with any government or authorities supreme, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them and to obtain from any such government or authorities any rights, privileges or concessions which the company may think desirable to obtain and carry

ter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Faire la totalité ou aucune des affaires autorisées par les présentes soit seuls ou conjointement avec ou comme facteurs ou agents pour toute telle compagnie ou personne ou par l'entremise de tous facteurs ou agents;

Exercer aucune autre industrie que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec le commerce précité ou toute partie dudit commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens, droits et produits de la compagnie, ou de les rendre profitables;

Les pouvoirs de chaque paragraphe ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "People's Journal Publishing Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de mai 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

2633

C.-J. SIMARD.

"Pickanock Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de mai 1925, constituant en corporation: J.-Aldéric Sainte-Marie, médecin, J.-Eugène Couture, huissier, et Solange Gastien, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Hull, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce de commerçants généraux, acheter, vendre, manufacturer ou faire le commerce de marchandises, effets mobiliers et articles de toutes sortes en gros et en détail, et transiger toutes les opérations d'agences relativement à tels marchandises et articles, et généralement s'engager dans toutes affaires ou contrats que cette compagnie croira devoir directement ou indirectement favoriser l'avancement de ses intérêts;

Exploiter et passer des contrats pour l'achat de machines nécessaires au dit commerce, et aussi toute la propriété, mines, carrières et terrains nécessaires au dit commerce, et acheter et acquérir des chevaux, véhicules, automobiles et toutes autres choses, et les accessoires nécessaires à l'exploitation dudit commerce;

Acquérir et détenir des terres en culture, et les exploiter;

Entreprendre et passer des contrats pour la coupe du bois à pâte, bois de chauffage, bois de construction de toutes sortes, et pour la construction, l'entretien et la réparation de chemins et routes, et tous travaux de même nature, et signer des contrats et des conventions à cet effet;

Pour les fins de la compagnie acheter et vendre des marchandises sèches, épicerie, ferronnerie, ferblanterie, huiles et peinture, vaisselle, bijouteries, jouets, articles émaillés, chaussures, meubles, bois et charbon, papier, ciment, pierre, brique, asphalte, chaux, goudron, gravier, tuyaux d'égout, marbre et généralement toutes sortes de marchandises dont on fait commerce dans un magasin général, et tous les matériaux entrant dans la construction d'édifices, et tous les grains, légumes et produits agricoles;

Vendre, transporter ou aliéner autrement la

out, exercise, and to comply with any such arrangement, rights, privileges and concessions;

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with or as factors, or agents for any other companies or persons or by or through any factors, or agents;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above or any portion thereof or calculated directly or indirectly to enhance the value thereof, or render profitable any of the company's property or rights

The powers in each paragraph to be in nowise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "People's Journal Publishing Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of May, 1925.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

2634

"Pickanock Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of May 1925, incorporating: J. Aldéric Sainte-Marie, physician, J. Eugène Couture, bailiff, and Solange Gastien, stenographer, spinster, all of the city and district of Hull, for the following purposes:

To carry on the business of general traders, to buy, sell, manufacture and deal in goods, chattels and effects of all kinds, both wholesale and retail, and to transact every kind of agencies business connected with such goods and articles, and in general to engage in any business or contracts which may seem to the company, directly or indirectly, conducive to interests of the company;

To carry on the business and contract the purchase of necessary machineries for said business and also of all necessary properties, mines, quarries and lands, for the said business, and to purchase and acquire horses, vehicles, automobiles and all other things and accessories necessary to operate the said business;

To acquire and hold farm lands and to operate the same;

To undertake and contract for cutting of pulp wood, cord wood, timber of any kind, the construction, maintenance and repair of roads and highways and all works of the same kind and to sign contracts and agreements to that effect;

To the aim of the company, buy and sell dry goods, groceries, hardware, tinware, oils and paints, crockery, jewelry, toys, enamelware, boots and shoes, furniture, wood and coal, paper, cement, stone brick, asphalt, lime, tar, gravel, sewer pipes, marble and generally all kinds of merchandise which may be dealt with as general store and all materials entering the construction and buildings, and all grains, vegetables and farm products;

To sell, transfer and otherwise dispose of all

totalité ou toute partie du commerce de ladite compagnie, et accepter en considération des deniers comptants actions ou débetures, billets et traites;

Acquérir et posséder comme garantie des propriétés mobilières et immobilières, actions, titres, hypothèques ou obligations, et en disposer, et les donner en garantie, et vendre ou louer toutes propriétés mobilières ou immobilières avec garantie, et vendre ou louer toute propriété de cette compagnie;

Vendre ou disposer de toute propriété mobilière ou immobilière, foncière ou personnelle, que cette compagnie croira convenable;

Faire des prêts de deniers aux clients de cette compagnie, ou à toute personne faisant affaires avec cette compagnie, et prendre et détenir les garanties que cette compagnie croira convenables, de temps à autre, et particulièrement toutes obligations qui peuvent être données par tels clients ou autres personnes faisant affaires avec cette compagnie;

Faire et transiger toutes affaires au sujet du commerce de bois, sable, gravier et pierre que cette compagnie croira avantageux d'exercer directement ou indirectement, ou que cette compagnie croira profitable de toute manière quelconque;

Généralement faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour atteindre les fins de cette compagnie durant le cours de ses opérations;

Acheter et vendre toutes sortes de bétail sur pied;

Entreprendre et construire et vendre toutes sortes d'édifices;

Acheter et vendre toutes sortes de brevets;

Exercer et faire un commerce de courtage;

Acheter et vendre des automobiles, sous le nom de "Pickanock Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Wright, P. Q., dans le district de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de mai 1925.

Le sous-secrétaire de la province.

2635

C.-J. SIMARD.

or any part of business of the said company and to accept in consideration cash money, shares or debentures, notes and drafts;

To acquire and own as security, property of any kind, movable and immovable, shares, titles, mortgages and bonds, and to dispose thereof, and to give securities therefor, and to sell or lease any property movable or immovable, to give securities therefor, and to sell or lease any property of this company;

To sell or dispose of any property, movable and immovable, real or personal, as the company may think proper;

To make loans to customers of the company or to any person having dealings with the company, and to take and hold as security which the company may deem proper, from time to time, any obligations which may be given by such customers or other persons having dealings with this company;

To make and transact any affairs relating to the lumber, sand, gravel and stone businesses which this company may deem advantageous to carry on directly or indirectly or which the company may deem profitable in any manner whatsoever;

Generally to do all and everything necessary and useful for the attainment of the purposes of this company during the course of its business;

To buy and sell all kinds of livestock;

To contract, to construct and to sell all kinds of buildings;

To buy and to sell all kinds of patents;

To carry on and operate a brokerage business;

To buy and to sell automobiles, under the name of "Pickanock Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Wright, P. Q., in the district of Hull.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of May, 1925.

C. J. SIMARD,

2636

Assistant Provincial Secretary.

"Round Corner Clothiers, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de mai 1925, constituant en corporation: Benjamin Shulman, Maurice Shulman, Samuel-Alexandre Shulman, avocats, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce et l'industrie de drapiers en gros et en détail et de manufacturiers d'habits, et tout commerce connexe;

Exercer aucune industrie similaire, soit comme principaux ou agents, connexe au commerce susmentionné et que la compagnie croira propre à être avantageusement exercée en rapport avec son commerce;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant un commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux fins de la compagnie; et acquérir la clientèle de toute affaire incorporée ou non et payer la dite clientèle en parts de la compagnie;

"Round Corner Clothiers, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1925, incorporating: Benjamin Shulman, Maurice Shulman, Samuel Alexander Shulman, advocates, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on trade and business of retail and wholesale clothiers and manufacturers of same and any other business incidental with same;

To carry on any similar business, whether as principals or as agents, which is germane to the foregoing, and which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to acquire the good-will of any business incorporated or unincorporated, and pay for the same by shares of the company;

Demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, brevets d'invention, licences, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non-exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou octroyer des permis au sujet de ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

Généralement acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toute propriété, réelle et personnelle, et tous droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenant aux fins de son commerce, et particulièrement tous terrains, édifices, facilités, machineries, installations et fonds de commerce;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, ou toutes débetures, ou autres valeurs de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie, ou exerçant toute industrie susceptible d'être exercée de manière à favoriser cette compagnie, directement ou indirectement;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, hypothéquer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie des propriétés ou droits de la compagnie;

Garantir et cautionner, et se porter garants du paiement de billets promissoires, lettres de change, comptes ou autres obligations de toute nature quelconque de toute autre corporation, firme ou individu avec lesquels la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires;

1. Après autorisation par un règlement sanctionné par le vote d'au moins les deux-tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale dûment convoquée pour prendre tel règlement en considération, les directeurs pourront périodiquement:

a. Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des débetures, ou autres valeurs de la compagnie, les donner en garantie ou les vendre aux montants et prix qui seront jugés judicieux;

c. Nonobstant l'article 2017 du Code civil, hypothéquer, grever ou donner en garantie la propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, de la compagnie pour garantir telles débetures ou autres valeurs, donner partie seulement de telles garanties pour telles fins, et constituer l'hypothèque, le mortgage ou le gage mentionnés dans ce sous-paragraphe par acte de fiducie, conformément aux articles 6119b et 6119c ou d'aucune autre manière;

d. Hypothéquer ou grever la propriété immobilière de la compagnie, donner en garantie ou autrement affecter la propriété mobilière, ou fournir toutes telles garanties pour assurer le remboursement des emprunts contractés autrement que par émission de débetures, de même que le paiement ou l'exécution d'aucune autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

Les limitations et restrictions contenues dans cette clause ne s'appliqueront point aux emprunts d'argent par la compagnie sur les lettres

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, *brevets d'invention*, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used or any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of or otherwise to turn to account the property, rights or information so acquired;

Generally, to purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real and personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any land, buildings, easements, machinery, plant and stock-in-trade;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures or other securities of the company or the conduct of its business;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly benefit this company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, mortgage, dispose of, turn to account, or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To guarantee and give security for, and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual with which the company has business dealings;

If authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company, represented at a general meeting called for considering the by-law, the directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Issue debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property, present or future, of the company, to secure any such debentures, or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes; and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in this sub-paragraph by trust deed, in accordance with articles 6119b and 6119c or in any other manner;

d. Hypothecate or mortgage the immovable property of the company, or pledge or otherwise affect the movable property, or give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

The limitations and restrictions contained in this clause shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange,

de change ou billets promissaires consentis, tirés, acceptés ou endossés par ou pour la compagnie, sous le nom de "Round Corner Clothiers, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de mai 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
2637 C.-J. SIMARD.

"The Dominion Cartage Co., Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzème jour de mai 1925, constituant en corporation: Joseph-Michael Monaghan, gérant, John-Gerald Monaghan, agent d'assurance, John-Gerald Coote, avocat, tous de Québec, dans les buts suivants:

Généralement acheter, prendre, louer ou échanger, prendre à bail ou autrement acquérir toute propriété mobilière ou immobilière ainsi que tous les droits et privilèges que la compagnie estimera nécessaires aux fins de la compagnie, et particulièrement tout bien-fond, aucune bâtisse, commodités, machinerie, tout outil;

Exercer l'industrie de négociants, loueurs, réparateurs, nettoyeurs, emmagasineurs et entrepreneurs d'automobiles, voitures automatiques, motocyclettes, wagons automatiques, tricycles, vélocipèdes et voitures et véhicules de tous genres mus ou non par un pouvoir mécanique, et toute machinerie, machines à vapeur, instruments, ustensiles, accessoires, appareils et choses pouvant être utilisés pour ceux ou dans leur fabrication, entretien ou mise en œuvre respectivement et conduire un garage général, et les affaires de taxi-cab, y compris l'industrie du transport de place en place, d'effets, articles et marchandises, et des personnes au moyen de véhicules de tous genres tirés ou mus par toute espèce de pouvoir ou par quelque moyen que ce soit;

Conclure des arrangements pour le partage des bénéfices, l'amalgamation, la consolidation, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autre arrangement de toute nature avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée ou à la veille d'exercer, d'entreprendre toute industrie ou transaction que cette compagnie est autorisée à exercer ou entreprendre ou ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Acquérir par achat, location ou autrement et assumer la totalité ou une partie de l'entreprise, industrie, propriété, biens et engagements de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie semblable en tout ou en partie à celle que cette compagnie est autorisée à exercer ou possédant des propriétés convenant ou propres aux fins de cette compagnie;

Emettre des actions libérées, obligations, débentures ou autres valeurs en paiement total ou partiel, avec le consentement des actionnaires, de tous services rendus à la compagnie et aussi en paiement de toute propriété foncière, mobilière ou immobilière ou personnelle, droits de brevets, bail, industrie, franchise, achalandage, entreprise, pouvoirs, privilèges, permis ou concessions que la compagnie peut légalement acquérir; émettre des actions libérées, obligations, débentures ou

or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "Round Corner Clothiers, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal,

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of May, 1925.

C. J. SIMARD,
2638 Assistant Provincial Secretary.

"The Dominion Cartage Co., Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1925, incorporating: Joseph Michael Monaghan, manager, John Gerald Monaghan, insurance agent, John Gerald Coote, advocate, all of Quebec, for the following purposes:

Generally to purchase, take, lease or exchange, take on lease or otherwise acquire any movable or immovable property and any rights and privileges which the company may think necessary for the purposes of the company and in particular any real estate, buildings, easements, machinery and tools;

To carry on the business of dealers in, hirers, repairers, cleaners, storers and warehousemen of automobiles, vehicle motors, motorcycles, motor-cars, tricycles, velocipedes and carriages and vehicles of all kinds driven by mechanical power or not, and any machinery, steam-machines, instruments, utensils, accessories, apparatuses and things capable of being used therewith or in the manufacture, maintenance and working thereof respectively, and to carry on a general garage and taxi-cab business and to transport from place to place goods, wares, articles and merchandise and passengers by means of vehicles of all kinds driven or drawn by mechanic power or by any means whatsoever;

To enter into any arrangements for sharing of profits, consolidation, amalgamation, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or any other arrangement of any nature whatsoever with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in or having objects altogether or partly similar to those of this company;

To acquire by purchase, lease or otherwise and to take over the whole or any part of the undertaking, business, property, assets and liabilities of any person, partnership or company carrying on any business altogether or partly similar to that which this company is authorized to carry on or possessed of property suitable or proper for the purposes of this company;

To issue paid up shares, bonds, debentures, or other securities in full or part payment, with the consent of the shareholders, of any services rendered to the company and also in payment of any movable or immovable, real or personal property, patent rights, lease, business, franchise, good-will, undertaking, powers, privileges, licenses or concessions which the company may lawfully acquire; to issue paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company

autres valeurs de la compagnie en paiement total ou partiel ou en échange d'actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie faisant affaires semblables ou se rapportant aux affaires de cette compagnie;

Emettre des récépissés négociables ou autres pour des marchandises emmagasinées à la compagnie; prêter des deniers, garantir l'exécution de contrats de clients et autres, ainsi que l'exécution de toute obligation ou entreprise de toute autre compagnie dans laquelle la compagnie est intéressée et accepter en nantissement et garantie pour tel prêt toute valeur qui pourra être offerte par telle personne ou compagnie, y compris les actions et débetures de toute autre compagnie;

Vendre, louer et échanger ou autrement disposer ou trafiquer de tout ou partie de la propriété, droits ou entreprise de la compagnie, pour telle compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant, en tout ou en partie, des objets semblables à ceux de la compagnie;

Exercer toute industrie ou industries manufacturières ou autres, allées aux fins et objets ci-dessus mentionnés et que la compagnie jugera pouvoir commodément exercer en rapport avec l'industrie ou les objets de la compagnie;

Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables et transférables;

Souscrire sans ou sous conditions, entreprendre, émettre à commission ou autrement, prendre, détenir, disposer, convertir des stocks, actions et valeurs de toute espèce, des compagnies avec lesquelles cette compagnie peut avoir des relations d'affaires ou exerçant une industrie semblable, subsidiaire ou autre, pouvant être exercée de façon à profiter à l'industrie de cette compagnie, ses propriétés ou droits;

Acheter, louer ou autrement acquérir et détenir, posséder, utiliser, développer, échanger, vendre ou autrement faire valoir des concessions, droits, privilèges, permis, franchises, convenant ou s'adaptant à l'industrie de la compagnie;

Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions et choses semblables conférant un droit exclusif, non exclusif ou limité d'utiliser tout secret ou autre information concernant toute invention pouvant être utilisée pour aucune des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera directement ou indirectement d'une nature avantageuse pour la compagnie, les utiliser, exercer, développer et octroyer des permis ou autrement faire valoir la propriété, les droits et informations ainsi acquis;

Conclure des arrangements avec toute autorité municipale, locale ou autres, qui seront de nature à atteindre les objets de la compagnie ou aucuns d'eux, obtenir de tel gouvernement ou autorité tous les droits, privilèges, concessions que la compagnie jugera convenable d'obtenir et exécuter et exercer et se conformer à tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions;

Construire, améliorer, maintenir, travailler, gérer, exploiter ou contracter tous chemins, voies, ateliers, magasins et autres usines et commodités de nature, directement ou indirectement, à favoriser les intérêts de la compagnie et contribuer, subventionner ou aider autrement ou prendre part à leur construction, amélioration, entretien, gérance, exploitation, exercice ou contrôle;

in full or part payment of or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company carrying on any business similar or incidental to the business of this company;

To issue receipts, negotiable or otherwise, for merchandise stored with the company; to lend money to, guarantee the performance of contracts of customers and others, as well as the performance of any obligations or undertakings of any other company in which the company is interested, and to accept as pledge and securities or such loans any security which may be offered by such person or company, including the shares and debentures of such other companies;

To sell lease and exchange or otherwise dispose of or deal with all or part of the property, rights or undertakings of the company for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or partly similar to those of the company;

To carry on any business or businesses, manufacturing or otherwise, germane to the purposes and objects above set forth and which the company may think capable of being conveniently carried on in connection with the business and objects of the company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable and transferable instruments;

To subscribe for, conditionally or unconditionally, undertake, issue on commission or otherwise, take, hold, dispose of and convert stocks, shares and securities of every kind from companies with which this company may have business dealings or carrying on any business similar, subsidiary or otherwise capable of being carried on so as to benefit the business of this company, its property or rights;

To purchase, lease or otherwise acquire and hold, possess, use, develop, exchange, sell or otherwise turn to account concessions, rights, privileges, licenses, franchises, suitable or convenient for the business of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention on which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, which may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which the company may think desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To construct, improve, maintain, work, manage, operate or control any roads, ways, shops, stores and other works and conveniences directly or indirectly calculated to promote the interests of the company and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in their construction, improvement, maintenance, management, operation, carrying out or control thereof;

Exercer les dites fins comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, seuls ou avec d'autres, faire toutes autres choses se rapportant aux, ou permettant d'atteindre généralement les objets de la compagnie ou aucun d'eux;

Rémunérer par paiement en espèces ou, avec l'approbation des actionnaires, en stock, obligations ou de toute autre manière, toute personne ou personnes, corporation ou corporations pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer, garantissant le placement des actions du capital de la compagnie, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou à propos de la conduite de ses affaires, sous le nom de "The Dominion Cartage Co., Ltd", avec un capital total de quatre-vingt-quinze mille piastres (\$95,000.00), divisé en neuf cent cinquante (950) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de mai 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
2639 C.-J. SIMARD.

To carry on any of the said objects as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others and to do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the company or any of them;

To remunerate by payment in cash or, with the approval of shareholders, in stocks, bonds, or in any other manner, any person or persons, corporation or corporations for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or in guaranteeing the placing of the shares of the capital stock of the company, the debentures or other securities of the company or in or about the conduct of its business, under the name of "The Dominion Cartage Co., Ltd", with a total capital stock of ninety-five thousand dollars (\$95,000.00), divided into nine hundred and fifty (950) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of May, 1925.

C. J. SIMARD,
2640 Assistant Provincial Secretary.

Département de l'Instruction publique

No 626-20

Québec, 18 mai, 1925.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de "Amos", comté d'Abitibi, la partie des rangs 7 à 10 inclusivement du canton de Figuery située à l'ouest de la rivière Harricana; la partie des rangs 1 à 4 inclusivement du canton de Dalquier également située à l'ouest de la rivière Harricana, et un terrain d'une grandeur de 250 par 150 pieds occupé comme emplacement de maison d'école, et formant partie du bloc 129 du village de Amos, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Delage", même comté.

2579-21-2

No 132-25

Québec, 19 mai, 1925.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Lacolle, comté de Saint-Jean, les lots nos 172 et 173 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Bernard-de-Lacolle, et de les annexer à la municipalité scolaire de "Saint-Cyprien", comté de Napierville.

2581-21-2

Ministère de l'agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Labelle, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de l'Ascension" et que son principal siège d'affaires est en la municipalité du village de l'Ascension, comté de Labelle.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe

Department of Public Instruction

No. 626-20

Quebec, May 18, 1925.

Application is made to detach from the school municipality of Amos, county of Abitibi, that part of Ranges 7 to 10, both inclusive, of the township of Figuery situated to the west of the river Harricana; that part of Ranges 1 to 4, both inclusive, of the township of Dalquier also situated to the west of the river Harricana, and a lot of land of 250 feet by 150 feet occupied as a school-house site, and forming part of Block 129 of the village of Amos, and to erect all the above territory into a separate school municipality under the name of "Delage", same county.

2580-21-2

No. 132-25

Quebec, May 19, 1925.

Application is made to detach from the school municipality of Lacolle, county of Saint John, the lots Nos 172 and 173 of the official cadastre of the parish of Saint Bernard de Lacolle and to annex them to the school municipality of Saint Cyprien, county of Napierville.

2582-21-2

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Labelle, under the name of "Société Coopérative Agricole de l'Ascension", and that its chief place of business is in the municipality of the village of l'Ascension, county of Labelle.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase,

agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce 22 mai 1925.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
2651 J.-ANTONIO GRENIER.

the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of this Association.

Dated at Quebec, May 22, 1925.

J. ANTONIO GRENIER,
2652 Deputy Minister of Agriculture.

Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières. Cour Supérieure.

Dame Bella Cadotte, de Saint-Stanislas, épouse de William Trépanier, cultivateur, de Saint-Stanislas, district des Trois-Rivières, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit William Trépanier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 26e jour de mai 1925.

Trois-Rivières, 26 mai 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
2661—22-5 LAJOIE & LAJOIE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 3488. Dame Antoinette Guérin, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Cyrille Benoit, imprimeur, du même lieu, dûment autorisée en justice aux fins des présentes par jugement du 11 mai 1925, demanderesse; vs Aristide Guérin, menuisier, du même lieu, en sa qualité de curateur *ad hoc* au dit Cyrille Benoit, interdit pour démence, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 12 mai 1925.

L'avocat de la demanderesse,
2663—22-5 C.-A. GUERTIN.

Cour Supérieure de la province de Québec, pour le district de Montréal, No 2544. Dame Rachel Korobow, du village de New-Glasgow, district de Terrebonne, épouse commune en biens de Hyman Schwartz, marchand, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Hyman Schwartz, des cité et district de Montréal, défendeur.

La demanderesse a pris, contre le défendeur, une action en séparation de biens.

Montréal, le 13 mai, 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
SHULMAN, SHULMAN & SHULMAN.
2553—21-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 3378, Alexina Lussier, épouse de C.-H. Patry, de Montréal, demanderesse; vs C.-H. Patry, de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur par la demanderesse, le 22 avril, 1925.

Montréal, le 15 mai, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
2555—21-5 PIERRE ARBOUR.

Province de Québec, district de Richelieu. Cour Supérieure, No 7502. Dame Odinat Plamondon, du village de Saint-François-du-Lac, épouse de Emile Beauchemin, charpentier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Emile Beauchemin, défendeur.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Trois Rivières. Superior Court.

Dame Bella Cadotte, of Saint Stanislas, wife of William Trépanier, farmer, of Saint Stanislas, district of Trois Rivières, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said William Trépanier, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause this day.

Trois Rivières, May 26th, 1925.

LAJOIE & LAJOIE,
2662—22-5 Attorneys for the plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court, No. 3488. Dame Antoinette Guerin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Cyrille Benoit, printer, of the same place, duly authorized in justice for the present purposes by judgment of the 11th of May 1925, plaintiff; vs Aristide Guerin, carpenter, of the same place, in his quality of curator *ad hoc* to the said Cyrille Benoit, interdicted for insanity, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 12th of May 1925.

C. A. GUERTIN,
2664—22-5 Attorney for plaintiff.

In the Superior Court for the province of Quebec, District of Montreal, No. 2544. Dame Rachel Korobow, of the village of New Glasgow, district of Terrebonne, wife common as to property of Hyman Schwartz, merchant, of the city and district of Montreal, plaintiff; against Hyman Schwartz, of the city and district of Montreal, defendant.

The plaintiff has taken against the defendant an action for separation as to property.

Montreal, May 13th., 1925.

SHULMAN, SHULMAN & SHULMAN,
2554—21-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3378, Alexina Lussier, wife of C. H. Patry, of Montreal plaintiff; vs C. H. Patry, of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted by plaintiff against defendant on April, 22, 1925.

Montréal, 15th. May, 1925.

PIERRE ARBOUR,
2556—21-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Richelieu, Superior Court, No. 7502. Dame Odinat Plamondon, of the village of Saint François du Lac, wife of Emile Beauchemin, carpenter, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs The said Emile Beauchemin, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 6 mai, 1925.

Sorel, 15 mai, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
2557—21-5 AIME CHASSE.

Province de Québec, district de Joliette, Cour supérieure. No 1105. Dame Marie-Anne Lafortune, épouse de Emmanuel Laporte, journalier, de la paroisse de Saint-Gérard-de-Magella, district de Joliette, autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Emmanuel Laporte, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 27ième jour d'avril, 1925.

Joliette, le 18 mai, 1925.

L'avocat et le procureur de la demanderesse,
MAX. PERRAULT.

(Vraie copie)

L'avocat et le procureur de la demanderesse,
MAX. PERRAULT. 2585—21-5

Province de Québec, District de Saint-François. Cour Supérieure, No. 212. Clara Daigneault, du canton de Magog, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Waldez Courtemanche, du même lieu, et dûment autorisée, demanderesse; vs Ledit Waldez Courtemanche, défendeur.

Une action en séparation de biens a, ce jour, été intentée contre le défendeur.

Sherbrooke, ce 16 avril, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
2423—20-5 ROMULUS COUTURE.

Province de Québec, district de Rimouski. Cour Supérieure. No 9816. Dame Emilia Pipe dit Simonneau, du village de Saint-Benoit-Joseph-Labre d'Amqui, district de Rimouski, épouse commune en biens de Charles Duval, cordonnier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Charles Duval, défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée contre le défendeur.

Rimouski, 6 mai, 1925.

L'avocat de la demanderesse,
2441—20-5 J.-L. CEDRAS.

Canada, province de Québec, district de Beauce. Cour supérieure, Beauce, No 8699.

Marie-Louise-Anna Veilleux, épouse commune en biens de Joseph alias Josaphat Poulin, de Saint-Honoré, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph alias Josaphat Poulin, défendeur.

La demanderesse a institué ce jour une action en séparation de biens contre son mari, le 7 mai, 1925.

Saint-Joseph, Beauce, 7 mai, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
2443—20-5 REMI BOLDUC.

Province de Québec, district de Rimouski, Cour Supérieure, No 9835. Dame Marie Poirier, épouse commune en biens de Cyprien Vignola, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Jeanne-d'Arc, district de Rimouski, dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le dit Cyprien Vignola, défendeur.

Rimouski, 13 mai, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
2507—20-5 R.-E. ASSELIN.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the sixth of May 1925.

Sorel, May 15, 1925.

2558—21-5 AIME CHASSE,
Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court, No. 1105. Dame Marie Anne Lafortune, wife of Emmanuel Laporte, laborer, of the parish of Saint Gerard de Magella, district of Joliette, authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Emmanuel Laporte, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 27th day of April, 1925.

Joliette, May 18, 1925.

(Signed) MAX. PERRAULT,
Advocate and attorney for plaintiff.

(A true copy)

MAX. PERRAULT,
Advocate and attorney for plaintiff.
2586—21-5

Province of Quebec, District of Saint Francis. In the Superior Court, No. 212. Clara Daigneault, of the township of Magog, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Waldez Courtemanche, of the same place, and duly authorized, plaintiff; vs The said Waldez Courtemanche, defendant.

An action in separation as to property has been taken against the defendant.

Sherbrooke, this 16th of April, 1925.

ROMULUS CLOUTIER,
2424—20-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Rimouski, Superior Court. No. 9816. Dame Emilia Pipe dit Simonneau, of the Village of Saint Benoit Joseph Labre d'Amqui, district of Rimouski, wife common as to property of Charles Duval, shoemaker, of the same place, duly authorized to *ester en justice*; vs The said Charles Duval, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

Rimouski, May 6th, 1925.

J. L. CEDRAS,
2442—20-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court Beauce, No. 8699.

Marie Louise Anna Veilleux, wife common as to property of Joseph alias Josaphat Veilleux, farmer, of Saint Honoré, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph alias Josaphat Poulin, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, the 7th May, 1925.

Saint Joseph, Beauce, May 7th, 1925.

REMI BOLDUC,
2444—20-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Rimouski, Superior Court, No. 9835. Dame Marie Poirier, wife common as to property of Cyprien Vignola, farmer, of the parish of Sainte Jeanne d'Arc, district of Rimouski, duly authorized to *ester en justice*, has instituted, this day, an action for separation as to property against the said Cyprien Vignola, defendant.

Rimouski, 13th May, 1925.

R. E. ASSELIN,
2508—20-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province de Québec, District de Saint-François, C. S. No 244. Dame Adéline Saint-Onge, de Martinville, dans le district de Saint-François, épouse de Omer Desrosiers, du même lieu, dit district, cultivateur, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Omer Desrosiers, de Martinville, district de Saint-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour.

Sherbrooke, 12 mai, 1925.

Les procureurs de la demanderesse,

2509—20-5

RIOUX & FORTIER.

Province de Québec, District de Joliette, Cour Supérieure No 1102. Dame Georgianna Destrempe, épouse de Alfred Tranchemontagne, journalier, de la paroisse de Saint-Michel-des-Saints, district de Joliette, au orisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Alfred Tranchemontagne, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 22e jour d'avril, 1925.

Joliette, le 30 avril 1925.

L'avocat et procureur de la demanderesse,

LUCIEN DUGAS.

2311—19-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 5209.

Dame Anna Lobel, de la ville et du district de Montréal, épouse commune en biens de Maurice Berman, marchand, du même lieu, demanderesse; vs Maurice Berman, de la ville et du district de Montréal, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Montréal, 24 avril 1925.

Le procureur de la demanderesse,

2167—18-5

ISIDORE POPLIGER.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 299.

Dame Gertrude Luber, de la ville et du district de Montréal, épouse commune en biens de Harry Adelman, marchand, du même lieu, demanderesse; vs Harry Adelman, de la ville et du district de Montréal, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Montréal, 24 avril 1925.

Le procureur de la demanderesse,

2169—18-5

ISIDORE POPLIGER.

Province de Québec, district de Trois-Rivières, Cour supérieure, No 615. Dame Gilberte Bacon, épouse commune en biens de Ludger Permentier, restaurateur, des cité et district de Trois-Rivières, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Ludger Permentier, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 26 mars 1925.

Le procureur de la demanderesse,

2219—18-5

ROSAIRE MARCOTTE.

Avis est, par les présentes, donné qu'une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en Cour supérieure, district de Kamouraska, par Dame Eugénie Bégin, contre Paul-Eugène Bilodeau, marchand, tous deux du village de Cabano, district susdit.

Rivière-du-Loup, 1er mai 1925.

L'avocat de la demanderesse,

2257—18-5

S.-C. RIOU.

Canada, Province of Quebec, District of Saint Francis, S. C. No. 244. Dame Adeline Saint Onge, of Martinville, district of Saint Francis, wife of Omer Desrosiers, of the same place, said district, farmer, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs Omer Desrosiers, of Martinville, district of Saint Francis, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day.

Sherbrooke, May 12th., 1925.

RIOUX & FORTIER,

2510—20-5

Attorneys for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Joliette, Superior Court, No. 1102. Dame Georgianna Destrempe, wife of Alfred Tranchemontagne, laborer, of the parish of Saint Michel des Saints, district of Joliette, authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Alfred Tranchemontagne, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, the twenty-second day of April, 1925.

Joliette, April 30, 1925.

LUCIEN DUGAS,

Advocate and Attorney for plaintiff.

2312—19-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 5209.

Dame Anna Lobel, of the city and district of Montreal, wife common as to property with Maurice Berman, merchant, of the same place, plaintiff; vs Maurice Berman, of the city and district of Montreal, merchant, defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted in this cause.

Montreal, April 24, 1925.

ISIDORE POPLIGER,

2168—18-5

Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 299.

Dame Gertrude Luber, of the city and district of Montreal, wife common as to property with Harry Adelman, merchant, of the same place, plaintiff; vs Harry Adelman, of the city and district of Montreal, merchant, defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted in this cause.

Montreal, April 24, 1925.

ISIDORE POPLIGER,

2170—18-5

Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 615. Dame Gilberte Bacon, wife common as to property of Ludger Permentier, restaurateur, of the city and district of Three Rivers, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Ludger Permentier, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, the 26th March, 1925.

ROSAIRE MARCOTTE,

2220—18-5

Attorney for Plaintiff.

Notice is hereby given that an action for separation as to property has been instituted this day, in the Superior Court, district of Kamouraska, by Dame Eugénie Bégin, against Paul Eugène Bilodeau, merchant, both of the village of Cabano, aforesaid district.

Rivière du Loup, May 1st, 1925.

S. C. RIOU,

2258—18-5

Attorney for Plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 198. Dame Delvina Tanguay, de la ville de Coaticook, district de Saint-François, épouse commune en biens de Moïse-J. Beaudin, bourgeois, du même lieu, dit district, ladite Dame Delvina Tanguay dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, demanderesse; vs Moïse-J. Beaudin, bourgeois, de la ville de Coaticook, district de Saint-François, défendeur; et "City Water Company, Limited", corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la ville de Coaticook, district de Saint-François, tiers-saisie.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause. le 24ième jour d'avril 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
2221—18-5 RIOUX & FORTIER.

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 198. Dame Delvina Tanguay, of the town of Coaticook, district of Saint Francis, wife common as to property of Moise J. Beaudin, burgess, of the same place, said district, the said Dame Delvina Tanguay duly authorized to *ester en justice* for the purposes of these presents, plaintiff; vs Moise J. Beaudin, burgess, of the town of Coaticook, district of Saint Francis, defendant; and "City Water Company, Limited", a body politic and corporate having its chief place of business in the city of Coaticook, district of Saint Francis, garnishee.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 24th day of April, 1925.

2222—18-5 RIOUX & FORTIER,
Attorneys for Plaintiff.

Action en séparation de corps et de biens

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No. 2369. Dame Suzanne-Augustine Taillefet, épouse commune en biens de Fernand de Verneuil, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice en vertu d'un jurement de l'honorable juge Bruneau de la Cour Supérieure, rendu le 28 mars, 1925, demanderesse; vs Fernand de Verneuil, des cité et district de Montréal, défendeur.

Avis est par les présentes donné qu'une action en séparation de corps et de biens a été intentée entre les parties ci-dessus désignées.

Montréal, le 25 avril, 1925.
Les procureurs de la demanderesse,
2313—19-5 BEIQUE & BISSONNETTE.

Action for separation as to bed and board

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 2369. Dame Suzanne Augustine Taillefet, wife common as to property of Fernand de Verneuil, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en jus ice*, by virtue of a judgement of the Honorable Justice Bruneau, of the Superior Court, rendered the 28th. of March, 1925, plaintiff; vs Fernand de Verneuil, of the city and district of Montreal, defendant.

Notice is hereby given that an action in separation of bed and board and property has been instituted between the parties hereabove designated.

Montreal, April 25, 1925.
BEIQUE & BISSONNETTE,
2314—19-5 Attorneys for plaintiff.

Avis divers

Avis est par le présent donné que "Bovril, Limited", autorisée à faire des affaires dans cette province, a nommé par nouvelle procuration M. William-James King, de la cité de Montréal, son agent principal, avec son bureau chef d'affaires dans cette cité, au numéro 6201 Park Avenue.

Le sous-secrétaire de la province,
2653 C.-J. SIMARD.

La compagnie "Owens Acme Gold Mines, Limited" (No personal Liability), a été autorisée à vendre ou autrement aliéner, dans la province de Québec, ses actions, stock, certificats d'actions, obligations et autres valeurs.

La principale place d'affaires dans la province est au bureau légal de MM. Taschereau, Roy, Cannon, Parent & Taschereau, "Bank of Commerce Building", Québec.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations ou procédures exercées contre elle, est Georges Parent.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de mai 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
2675 C.-J. SIMARD.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that "Bovril, Limited", authorised to carry on business in this Province, has appointed by a new power of attorney Mr. William James King, of the city of Montreal, its principal agent, with its principal place of business in this city, at No. 6201, Park Avenue.

C. J. SIMARD,
2654 Assistant Provincial Secretary.

The Company "Owens Acme Gold Mines, Limited" (No personal Liability) has been authorized to sell or otherwise alienate, in the Province of Quebec, its shares, stock, share certificates, bonds or other securities.

The chief place of business in the Province is at the law office of Messrs. Taschereau, Roy, Cannon, Parent and Taschereau, Bank of Commerce Building, Quebec.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Georges Parent.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of May, 1925.

C. J. SIMARD,
2676 Assistant Provincial Secretary.

QUEBEC DEVELOPMENT COMPANY, LIMITED

Avis est donné au public, conformément à l'article 7295-A des Statuts refondus, 1909, que "Quebec Development Company, Limited", corporation incorporée en vertu de la Loi des Compagnies du Canada, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec, dans la province de Québec, se propose de faire faire et de construire des digues, une usine génératrice, un canal et tous autres travaux nécessaires pour le développement du pouvoir d'eau qui lui appartient et connu sous le nom de Shipshaw, ces travaux devant être faits sur et le long de la rivière Saguenay depuis près de la Chute à Caron jusqu'à près l'embouchure de la rivière Shipshaw, en front et à travers des lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Jonquière, comme les Nos 17-a, 17-b, 18, 19-a, 19-b, et 20, et en front et à travers des lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton Simard, sous les Nos 17-a, 18-a, 18-a-1, 19-a, 19-a-1, 20-a, 20-a-1, 21, 21-a, 22, 23, 24-a, 24-b, 25, 26 et 27.

Avis est, de plus, donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces travaux et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au Ministre des Terres et Forêts et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau d'enregistrement du Comté de Chicoutimi.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Daté à Québec, ce 22ème jour d'avril 1925.

QUEBEC DEVELOPMENT COMPANY, LIMITED.

par l'assistant secrétaire,

2061-17-5

H.-L. STAVELEY.

QUEBEC DEVELOPMENT COMPANY, LIMITED.

Public notice is hereby given, in accordance with article 7295-A of the Revised Statutes, 1909, that Quebec Development Company, Limited, a corporation organized under the Canada Companies' Act, with its principal office in the city of Quebec, province of Quebec, intends to apply for authorization to have constructed and to construct dams, power-house, canal and all other works for the development of its water power known as "Shipshaw Development", the said works to be built in and along the Saguenay River, from near Chute à Caron to near the mouth of the Shipshaw River, in front of and across lots known and designated on the official plan and book of reference for the township of Jonquière, as numbers 17-a, 17-b, 18, 19-a, 19-b, and 20, and in front of and across lots known and designated on the official plan and book of reference for the township of Simard, as numbers 17-a, 18-a, 18-a-1, 19-a, 19-a-1, 20-a, 20-a-1, 21, 21-a, 22, 23, 24-a, 24-b, 25, 26 and 27.

Notice is also given that a petition to that effect accompanied by a plan and specifications of such works shewing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Chicoutimi.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the date following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Dated at Quebec, this 22nd day of April 1925.

QUEBEC DEVELOPMENT COMPANY, LIMITED,

per H. L. STAVELEY.

2062-17-5

Assistant-Secretary.

Bureaux-chef

A une assemblée du Conseil d'Administration de "Summerlea Golf Club, Inc.", tenue au club des Ingénieurs, le onzième jour du mois de mai 1925, à 7.30 heures du soir, le Règlement suivant fut adopté:

Règlement No 35 remplaçant le Règlement No. 1

BUREAU-CHEF

Le bureau-chef du club sera en la cité de Lachine, district de Montréal, à la maison du club ou à tel autre endroit que les administrateurs pourront décréter de temps à autre.

Le président,

J.-D. HUDSON.

Le secrétaire,

C.-W. VOELKER.

2641

Avis est donné que la compagnie dite "Montreal Crushed Stone Company, Limited", constituée en corporation par lettre patente en date du onzième jour d'avril, 1925, a établi son bureau chef au numéro 590 de l'Avenue Union, en la cité et le district de Montréal, et qu'à compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Montréal, 13 mai 1925.

Le secrétaire,

A. TROTTIER.

2655

Chief Offices

At a meeting of the Board of Directors of the "Summerlea Golf Club, Inc.", held at the Engineers Club, on the eleventh day of the month of May, 1925, at 7.30 o'clock in the evening, the following by-law was adopted:

By-Law No. 55 replacing By-Law No. 1

HEAD OFFICE

The Head Office of the Club shall be in the City of Lachine, district of Montreal, at the Club House of the Club or at such other place as the Directors shall, from time to time decree.

J. D. HUDSON,

President.

C. W. VOELKER,

Secretary.

2642

Notice is hereby given that "Montreal Crushed Stone Company, Limited", incorporated by Letters Patent granted on the eleventh day of April, 1925, has established its Head Office at No. 590 Union Avenue, in the City and District of Montreal, and from and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its Head Office.

Montreal, May 13th., 1925.

A. TROTTIER,

Secretary.

2656

Avis est donné que la compagnie dite "Quinlan, Robertson & Janin, Limited", constituée en corporation par lettre patente en date du vingt et unième jour de mars 1925, a établi son bureau-chef au numéro 50, Edifice Duluth, en la cité et le district de Montréal, et qu'à compter de la date du présent avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Montréal, le 13 mai 1925.

2657

Le secrétaire,
A. JANIN.

Notice is hereby given that "Quinlan, Robertson & Janin, Limited", incorporated by Letters Patent granted on the 21st day of March 1925, has established its Head Office at No. 50 Duluth Building, in the City and District of Montreal, and from and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its Head Office.

Montreal, May 13th., 1925.

2658

A. JANIN,
Secretary.

Charte :—Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, article 5973a, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The Lacolle Brokerage Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du onzième jour de mars 1922.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 mai 1925 la compagnie "The Lacolle Brokerage Company, Limited", a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de mai 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

2659

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, article 5973a, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of "The Lacolle Brokerage Company, Limited", incorporated by Letters Patent dated the eleventh day of March, 1922.

Notice is further given that from and after the 30th of May, 1925 "The Lacolle Brokerage Company, Limited" is dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of May 1925.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

2660

Compagnie dissoute

"LA COMPAGNIE INDUSTRIELLE A. BERNARD".

Avis est par le présent donné que "La Compagnie Industrielle A. Bernard", constituée en corporation par lettres patentes de cette province, en date du 5 avril 1911, et ayant sa principale place d'affaires à Fortierville, comté de Lotbinière, est dissoute, conformément à l'article 6136 S.R.Q., 1909.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de mai 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

2565

"LA COMPAGNIE INDUSTRIELLE A. BERNARD".

Notice is hereby given that "La Compagnie Industrielle A. Bernard", incorporated by Letters Patent of this Province, dated the 5th of April, 1911, and having its chief place of business at Fortierville, county of Lotbinière, is dissolved, in accordance with article 6136 Q.R.S., 1909.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of May, 1925.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

2566

Examens

Résultats des examens de sortie à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Montréal.—Année Académique 1924-25.

Les étudiants dont les noms suivent ont obtenu le diplôme de "Licencié en Sciences Commerciales":

M. Georges Lafrance, avec grande distinction, médaille d'or;

M. Georges Beausoleil, avec grande distinction, médaille d'or;

M. Lucien Barcelo, avec grande distinction, médaille d'or;

M. Georges Deschatelets, avec grande distinction, médaille d'or;

M. Urgel Mitchell, avec grande distinction, médaille d'or;

M. Christian-R. Fontaine, avec distinction, médaille d'argent;

Examinations

Results of Final Examinations at the School for Higher Commercial Studies of Montreal.—Academic Year 1924-25.

The Students named below have obtained their diploma of "Licentiate in Commercial Science":

Mr. Georges Lafrance, with great distinction, gold medal;

Mr. Georges Beausoleil, with great distinction, gold medal;

Mr. Lucien Barcelo, with great distinction, gold medal;

Mr. Georges Deschatelets, with great distinction, gold medal;

Mr. Urgel Mitchell, with great distinction, gold medal;

Mr. Christian R. Fontaine, with distinction, silver medal;

M. Emile Daoust, avec distinction, médaille d'argent;
 M. Paul Couet, avec distinction, médaille de bronze;
 M. Rosaire Courtois, avec distinction, médaille de bronze;
 M. Georges Ouellette, avec distinction, médaille de bronze;
 M. Jean-Louis Gauthier, avec distinction, médaille de bronze;
 M. Charles L'Heureux, avec distinction, médaille de bronze;
 M. Paul Bertrand, avec distinction, médaille de bronze;
 M. Joseph Laroche, avec satisfaction;
 M. J.-Avila Corbeil, avec satisfaction;
 M. J.-Ernest Gascon, avec satisfaction.
 2649

Mr. Emile Daoust, with distinction, silver medal;
 Mr. Paul Couet, with distinction, bronze medal;
 Mr. Rosaire Courtois, with distinction, bronze medal;
 Mr. Georges Ouellette, with distinction, bronze medal;
 Mr. Jean Louis Gauthier, with distinction, bronze medal;
 Mr. Charles L'Heureux, with distinction, bronze medal;
 Mr. Paul Bertrand, with distinction, bronze medal;
 Mr. Joseph Laroche, with satisfaction;
 Mr. J. Avila Corbeil, with satisfaction;
 Mr. J. Ernest Gascon, with satisfaction.
 2650

Minutes de notaire

Québec, 1er mai, 1925.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en conseil, par M. L.-J. Deland, notaire, demeurant à Saint-Jean, district d'Iberville, par laquelle il demande le transfert en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Alfred Deland, en son vivant, notaire, du même lieu, ainsi que des minutes, répertoires et index de feu les notaires F.-G. Marchand, C.-T. Charbonneau, J.-U. Tremblay et J.-B. Demers, dont le dit feu Alfred Deland était cessionnaire.

Le sous-secrétaire de la province,
 2321—19-5 C.-J. SIMARD.

Notarial minutes

Quebec, May 1st., 1925.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the lieutenant-governor in council by Mr. L. J. Deland, notary, residing at Saint John's, district of Iberville, for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Alfred Deland, in his lifetime, notary, of the same place, as well as the minutes, repertories and indexes of the late notaries F. G. Marchand, C. T. Charbonneau, J. U. Tremblay and J. B. Demers, which had been transferred to the said Alfred Deland.

C. J. SIMARD,
 2322—19-5 Assistant Provincial Secretary.

Ratification de titres

RE: "HOWARD FISH & GAME CLUB CORPORATION", EN LIQUIDATION.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé entre les mains de Georges Duclos, comptable, 30 rue Saint-Jacques, Montréal, en sa qualité de liquidateur aux biens de Howard Fish & Game Club Corporation, un certificat du Régistrateur et une copie de vente passée devant J.-A. Paquin, N.P., le 8 avril 1925, étant une vente par le dit Georges Duclos, es-qualité, à Louis-Philippe Goyette, financier, de Montréal, des immeubles suivants, savoir:

1. Deux lots de terre ayant une superficie d'environ quatre-vingts arpents, plus ou moins, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Howard, sous les numéros seize-B et dix-sept-A (16-B et 17-A), rang cinq (5), canton Howard, dans la comté d'Argenteuil, avec bâtisses.

2. Un certain lot de terre ayant une superficie d'environ soixante-quinze arpents, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Howard, sous le numéro quatorze-A (14-A) rang cinq (5), canton Howard, dans le comté d'Argenteuil, avec bâtisses.

3. Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Adolphe-de-Howard, contenant cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur,

Confirmation of titles

RE: "HOWARD FISH & GAME CLUB CORPORATION", in LIQUIDATION

Notice is hereby given that there has been lodged with Georges Duclos, accountant, 30 Saint James, Montreal, in his quality of liquidator to the estate of Howard Fish & Game Club Corporation, a certificate of the Registrar and a copy of a deed of sale passed before J. A. Paquin, N.P., the 8th of April, 1925, being a sale by the said Georges Duclos, *es-qualité*, to Louis Philippe Goyette, financier, of Montreal, of the following immovables, to wit:

1. Two lots of land having a superficies of about eighty arpents, more or less, known and designated on the official plan and book of reference of the township of Howard, under numbers sixteen-B and seventeen-A (16-B and 17-A), range five (5), township of Howard, in the county of Argenteuil, with the buildings thereon.

2. A certain lot of land having a superficies of about seventy-five arpents, known and designated on the official plan and book of reference of the township of Howard, under number fourteen-A (14-A), range five (5), township of Howard, in the county of Argenteuil, with the buildings thereon.

3. A parcel of land situate in the parish of Saint Adolphe de Howard, containing fifty feet in width by one hundred feet in depth, known

connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Howard, comme faisant partie du lot numéro seize (16-P), rang six (6), canton Howard; borné en front par le lac, en arrière et des deux autres côtés, par le surplus du dit lot seize (16), avec droit de passage à pied et en voiture dans l'ancien chemin, pour communiquer au chemin public et droit de passage pour arriver à cet ancien chemin.

4. Une terre située en la paroisse de Saint-Adolphe-de-Howard, connue aux plan et livre de renvoi officiels du canton Howard, sous le numéro quatre (4), rang 8, canton Howard, avec bâtisses.

5. Une terre située en la paroisse de Saint-Adolphe-de-Howard, dans le comté d'Argenteuil, connue aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Howard, sous le numéro trois (3), rang 8, canton Howard, avec bâtisses.

Les dits immeubles étaient en la possession des personnes suivantes, comme propriétaires, pendant les trois dernières années, savoir:

1. D'Angeville Destaler, Edmond Lavoie, comptables, Edouard Masson, avocat, G.-A. Mayrand, mécanicien, tous de Montréal, et Howard Fish & Game Club Corporation, et le dit Georges Duclos, en sa qualité de liquidateur aux biens de la dite compagnie.

2. Frédérick Hinds, ingénieur, de Saint-Adolphe-de-Howard, Ernest Lavoie, comptable, Edouard Masson, avocat, G.-A. Mayrand, mécanicien, et Howard Fish & Game Club Corporation, et le dit Georges Duclos, es-qualité.

3. Adrien Corbeil, de Saint-Adolphe-de-Howard, Edouard Masson, avocat, de Montréal, et Howard Fish & Game Club Corporation, et le dit Georges Duclos, es-qualité.

4. Adrien Corbeil, de Saint-Adolphe-de-Howard, Howard Fish & Game Club Corporation et le dit Georges Duclos, es-qualité.

5. Albert Beausoleil, peintre, de Sainte-Agathe, Edouard Masson, avocat, de Montréal, Howard Fish & Game Club Corporation et Georges Duclos, es-qualité.

Tout créancier de la dite compagnie en liquidation et toute personne ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur les immeubles ci-dessus vendus, ont le droit d'offrir une ou des surenchères sur le prix d'achat porté dans le susdit acte de vente, le tout conformément aux articles 7555 et 7556 des Statuts Refondus de la Province de Québec (1909).

Le liquidateur,
GEORGES DUCLOS.

30 rue Saint-Jacques,
Montréal.

2643-22-2

and designated on the official plan and book of reference of the township of Howard, as forming part of lot number sixteen (Pt. 16), range six (6), township of Howard; bounded in front by the lake, in rear and on the two other sides, by the surplus of said lot sixteen (16), with the right of way on foot and with vehicles in the old road to communicate to the public road and a right of way to reach this old road.

4. A farm situate in the parish of Saint Adolphe de Howard, known and designated on the official plan and book of reference of the township of Howard, under number four (4), range 8, township of Howard, with the buildings thereon.

5. A farm situate in the parish of Saint Adolphe de Howard, in the county of Argenteuil, known on the official plan and book of reference of the township of Howard, under number three (3), range 8, township of Howard, with the buildings thereon.

The said immovables were in the possession of the following persons, as owners, during the last three years, to wit:

1. D'Angeville Destaler, Edmond Lavoie, accountants, Edouard Masson, advocate, G. A. Mayrand, machinist, all of Montreal, and Howard Fish & Game Club Corporation, and the said Georges Duclos, in his quality of liquidator to the estate of the said company.

2. Frederick Hinds, engineer, of Saint Adolphe de Howard, Ernest Lavoie, accountant, Edouard Masson, advocate, G. A. Mayrand, machinist, and Howard Fish & Game Club Corporation, and the said Georges Duclos, es-quality.

3. Adrien Corbeil, of Saint Adolphe de Howard, Edouard Masson, advocate, of Montreal, and Howard Fish & Game Club Corporation, and the said Georges Duclos, es-quality.

4. Adrien Corbeil, of Saint Adolphe de Howard, Howard Fish & Game Club Corporation and the said Georges Duclos, es-quality.

5. Albert Beausoleil, painter, of Sainte Agathe, Edouard Masson, advocate, of Montreal, Howard Fish & Game Club Corporation and Georges Duclos, es-quality.

Any creditor of the said company in liquidation and any person having hypothecary or real rights upon the immovables sold have the right to offer one or several increases over the purchase price mentioned in the aforesaid deed of sale, the whole pursuant to articles 7555 and 7556 of the Revised Statutes of the Province of Quebec (1909).

GEORGES DUCLOS,
Liquidator.

30 Saint James,
Montreal.

2644-22-2

Soumissions

PROVINCE DE QUÉBEC

CITÉ DE SHAWINIGAN FALLS

Avis public est par les présentes donné que le Conseil Municipal de la cité de Shawinigan Falls recevra, d'ici au dix-sept juin, mil neuf cent vingt-cinq, jusqu'à quatre heures P. M., (heure solaire), au bureau du soussigné, A.-J. Meunier, secrétaire-trésorier de la dite cité, des soumissions écrites pour l'achat de \$245,700.00 de débentures émises sous l'autorité des règlements No 197 et No 250 de la dite cité, dûment approuvés sui-

Tenders

PROVINCE OF QUEBEC

CITY OF SHAWINIGAN FALLS

Public notice is hereby given that the municipal council of the City of Shawinigan Falls will receive, from now up to the seventeenth day of June, 1925, until four o'clock P.M. (Standard Time), at the office of the undersigned, A. J. Meunier, Secretary-Treasurer of said City, written tenders for the purchase of \$245,700.00 of debentures issued under the authority of By-laws Nos. 197 and 250 of said City, approved

vant la loi, avec coupons d'intérêt au taux de cinq pour cent (5%) par an, payable semi-annuellement les premiers jours de mai et novembre de chaque année.

Ces débetures au montant de \$195,700.00 sont en renouvellement de la balance d'une émission antérieure, qui avait été faite à courte échéance, suivant la loi, et devenant échue le premier mai 1925, le tout en vertu du règlement No 197 de la dite cité. Ces débetures en renouvellement sont de la dénomination de \$100.00, \$500.00 et \$1,000.00 chacune, datées du 1er mai 1925, remboursables par séries annuellement, à partir de l'année 1926 jusqu'à l'année 1960.

Ces débetures au montant de \$50,000.00 sont une tranche d'une émission émise en vertu du règlement No 250 et sont de la dénomination de \$500.00 et \$1,000.00 chacune, datées du 1er mai 1925, remboursables par série, semi-annuellement, à partir du 1er mai 1951 jusqu'au 1er mai 1960.

Le capital et l'intérêt de toutes ces débetures sont payables aux bureaux de la Banque Canadienne Nationale, à Shawinigan Falls, à Montréal ou à Québec, au choix du porteur. Le prix des soumissions devra comprendre les intérêts accrus sur ces débetures au moment de leur livraison.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent (1%) du montant des dites obligations. Le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat.

Les soumissions seront ouvertes et prises en considération à une séance ordinaire du conseil municipal de la dite cité, qui aura lieu mercredi le 17 juin 1925, à huit heures P.M. (heure solaire).

Le dit conseil ne s'engage pas à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions.

Donné à Shawinigan Falls, ce vingtième jour de mai, 1925.

Le secrétaire-trésorier,
2645 A.-J. MEUNIER.

according to the law, with interest coupons at the rate of five per cent (5%) per annum, payable semi-annually, on the first days of May and November of each year.

These debentures, for the amount of \$195,700.00, are in renewal of the balance of a previous loan at short maturity, made according to the law, coming due the first of May, 1925, and issued in virtue of By-law No. 197 of said City. These debentures in renewal are of the denomination of \$100.00, \$500.00 and \$1,000.00 each, dated May 1st, 1925, redeemable by series annually, beginning with the year 1926 up to the year 1960.

These debentures for the amount of \$50,000.00, forming a part of the debentures issued under authority of By-law No. 250 of said city. These debentures to the amount of \$50,000.00 are of the denomination of \$500.00 and \$1,000.00 each, dated May 1st, 1925, redeemable by series semi-annually, beginning with the year 1951 up to the year 1960.

The principal and interest of all these debentures are payable at the offices of the Banque Canadienne Nationale, at Shawinigan Falls, at Montreal or at Quebec, at the option of the bearer.

The price of every tender must specify the interests accrued of these bonds at the time of their delivery.

Each tender must be accompanied by certified check for an amount equal to one per cent (1%) of the amount of said bonds. The cheque of the tenderer whose offer is accepted shall be returned to him after execution of his contract.

The tenders will be opened and taken in consideration at an ordinary meeting of the municipal council of said city, which is to be held on Wednesday, the 17th of June, 1925, at eight o'clock P.M. (Standard Time).

The said Council does not bind itself to accept the lowest or any tender.

Given at Shawinigan Falls, this twentieth day of May, 1925.

A. J. MEUNIER,
Secretary-Treasurer.

Province de Québec.—Corporation de la Ville de Bagotville.

LA VILLE DE BAGOTVILLE, P. Q.

SOUMISSIONS POUR \$89,000.00 D'OBLIGATIONS.

Avis public est par les présentes donné, que des soumissions cachetées adressées au soussigné, le secrétaire-trésorier de la ville de Bagotville, à Bagotville, Co. Chicoutimi, P. Q., seront reçues jusqu'à quatre heures de l'après-midi, le mercredi, 10 juin 1925, pour l'achat de quatre-vingt-neuf mille piastres (\$89,000.00) d'obligations de la ville de Bagotville, datées du premier de mai, 1925.

Des prix devront être soumis de la manière suivante, savoir:

Pour 10 ans avec intérêt à 5½% par an.

Pour 10 ans avec intérêt à 5% par an.

Pour 20 ans avec intérêt à 5½% par an.

Pour 20 ans avec intérêt à 5% par an.

Les obligations sont en série.

L'intérêt est payable semi-annuellement, le 1er mai et le 1er novembre de chaque année.

Ces dites obligations ainsi que l'intérêt seront payables au bureau de la Banque Canadienne

Province of Quebec.—Corporation of the town of Bagotville.

THE TOWN OF BAGOTVILLE, P. Q.

TENDERS FOR \$89,000.00 OF BONDS.

Public notice is hereby given that sealed tenders addressed to the undersigned, secretary-treasurer of the town of Bagotville, at Bagotville, county of Chicoutimi, P. Q., will be received up to four o'clock in the afternoon, Wednesday, the tenth of June, 1925, for the purchase of eighty-nine thousand dollars (\$89,000.00) of bonds of the town of Bagotville, dated the first of May, 1925.

Prices must be offered in the following manner, to wit:

For 10 years with interest at 5½% per annum.

For 10 years with interest at 5% per annum.

For 20 years with interest at 5½% per annum.

For 20 years with interest at 5% per annum.

These bonds are serial bonds.

Interest is payable semi-yearly the first of May and the first of November of each year.

The said bonds and the interests thereon are payable at the office of La Banque Canadienne

Nationale à Bagotville ou à toute succursale de cette banque dans la Province de Québec.

La présente émission a été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, le 14 mai mil neuf cent vingt-cinq.

Ces obligations seront en coupures de cent piastres ou de multiples de cent piastres au choix de l'acquéreur.

Chaque soumissionnaire devra mentionner si le prix comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus au moment de la livraison; elle devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent de la dite soumission.

La ville de Bagotville ne s'engage à accepter aucune soumission.

Les soumissions seront prises en considération à une séance spéciale du conseil municipal de la ville de Bagotville, le 10 juin 1925, à 8 heures de l'après-midi.

Bagotville, ce 18 mai, 1925.

Le secrétaire-trésorier,

2599—21-2

LOUIS-PH. CHAYER.

Nationale at Bagotville or at any branch of this Bank in the province of Quebec.

The present issue was approved by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec in Council, the fourteenth of May one thousand nine hundred and twenty-five.

The bonds are in denominations of \$100.00 or multiples thereof at the option of the purchaser.

Each tenderer must specify whether the price offered does or does not include the accrued interest at the time of delivery; each tender must be accompanied by an accepted check equal to one per cent of said tender.

The town of Bagotville does not pledge itself to accept any tender.

The tenders will be considered at a special sitting of the municipal council of the town of Bagotville, the tenth of June 1925, at 8 o'clock p. m.

Bagotville, May 18, 1925.

LOUIS PH. CHAYER,

2600—21-2

Secretary-treasurer.

Ventes—Loi de faillite

Dans l'affaire de Edouard Loubier, marchand de bois, Beauceville, cédant- autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le DOUZIÈME jour de JUIN 1925, à DEUX heures P. M. (heure avancée), sera vendu à la porte de l'église de Beauceville, l'immeuble suivant appartenant à cette faillite et décrit comme suit:

Un terrain étant la partie nord-est du lot numéro cent soixante-deux (162) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-François, Beauce—avec bâtisses, circonstances et dépendances; tenant en front au sud-ouest à Quebec Central Ry. Co., au nord-est à la succession Pierre Giroux, au sud-est à Philéas Veilleux et au nord-ouest partie à Auguste Mathieu, partie à Napoléon Mathieu et partie à William Rodrigue.

Sauf et à distraire les emplacements de Marcellin Veilleux et des représentants d'Edmond Roy.

Sujet aux servitudes actives et passives et au procès verbal municipal pour une rue projetée longeant le terrain du Québec Central Ry. Co., et aussi sujet à l'usage, en faveur de Marcellin Veilleux en commun avec l'adjudicataire et tous les représentants de ce dernier, de la source, aqueduc et réservoir qu'utilise actuellement le dit Marcellin Veilleux.

Sujet aussi aux réserves de la succession de Léry en l'acte de vente qu'ils ont consenti à Edouard Loubier le 11 août 1913, enregistré sous le No 74521.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificat sont visibles à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C.P.C. et aussi à l'article "20" paragraphe 4A, B, C de la Loi de Faillite, qui équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Le syndic,

J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 80 rue Saint-Pierre,
En face de la Banque Canadienne Nationale.
Québec, ce 5 mai 1925.

2337—19-2

Sales—Bankruptcy Act

In the matter of Edouard Loubier, lumber merchant, Beauceville, authorized assignor

Notice is hereby given that FRIDAY, the TWELFTH day of JUNE, 1925, at TWO o'clock P. M. (Daylight saving time), there will be sold at the door of the church of Beauceville, the following immovable belonging to this estate and described as follows:

A parcel of land being the northeast part of lot number one hundred and sixty two (162) of the official cadastre of the parish of Saint François, Beauce—with the buildings thereon, circumstances and dependencies; bounded in front to the southwest by the Quebec Central Ry. Co., to the northeast by the estate of Pierre Giroux, to the southeast by Philéas Veilleux and to the northwest partly by Auguste Mathieu, partly by Napoléon Mathieu and partly by William Rodrigue.

Save and to be deducted therefrom the emplacement of Marcellin Veilleux and of the representatives of Edmond Roy.

Subject to the active and passive servitudes and to the municipal *procès-verbal* for a projected street, along the land of Quebec Central Ry. Co., and subject also to the use, in favour of Marcellin Veilleux in common with the *adjudicataire* and all the representatives of the latter, of the spring, water pipes and reservoir presently used by the said Marcellin Veilleux.

Subject also to the reservations of the Léry Estate in the deed of sale consented by them to Edouard Loubier the eleventh of August, 1913, registered under No. 74521.

To be sold to the highest bidder.

The titles and certificate may be seen at my office at any time.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 C.C.P. and also to article 20, paragraph 4A, B, C, of the Bankruptcy Act, which gives the effect of a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

J. P. E. GAGNON,

Trustee.

Office: 80 Saint Peter Street,
Opposite La Banque Canadienne Nationale.
Québec, May 5, 1925.

2338—19-2

No 340-F, Province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, (en faillite).

In re: George Bouassaly, La Tuque, Que., failli; & J.-G. Duhamel, Montréal, Qué., syndic.

Avis est par les présentes donné que le soussigné vendra les biens ci-dessous mentionnés, à la porte de l'Eglise paroissiale de la ville de La Tuque, dans la province de Québec, à l'enchère publique, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de JUIN 1925, à ONZE heures (heure nouvelle) de l'avant-midi, au plus haut et dernier enchérisseur, savoir:

DESCRIPTION

1. Un lopin de terre ou emplacement situé à La Tuque, étant partie du lot (24-a 30) ayant cent pieds de front sur le côté ouest dudit lot, quarante et un pieds de profondeur sur le côté sud sur trente-deux pieds courant nord, et cinquante pieds sur la balance de soixante-huit pieds de front, mesure anglaise, plus ou moins, connu comme étant partie du lot portant le numéro (24-a 30) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre fait pour le premier rang du canton Mailhiot, dans le comté de Champlain—avec maisons et toutes autres bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, y compris les tablettes et les comptoirs en bois dans les dites bâtisses;

2. Un emplacement situé en la ville de La Tuque, ayant front sur le côté ouest de la rue Commerciale, ayant cinquante-huit pieds de profondeur courant ouest sur le côté sud du dit lot sur une largeur de trente-deux pieds, et cinquante pieds de profondeur courant ouest sur une largeur de dix-sept pieds mesure anglaise, plus ou moins, connu et désigné comme étant partie du lot numéro (24-a 31) et partie du lot (24-a 30) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre fait pour le premier rang du canton Mailhiot, en le comté de Champlain—avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances;

3. Vingt-deux lots de terre ou emplacements situés en la ville de La Tuque, contenant chacun cinquante pieds de largeur sur cent pieds de longueur, mesure anglaise, plus ou moins, connus et désignés comme étant les lots numéros 241, 238, 287, 286, 285, 284, 281, 282, 279, 278, 275, 274, 273, 272, 271, 269, 270, 267, 268, 264, 265, 266, de la subdivision du lot officiel numéro (25-a) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre fait pour le premier rang du canton Mailhiot, en le comté de Champlain—sans bâtisses.

Ces ventes sont faites en vertu de l'article 20 de la Loi de Faillite et en vertu d'un jugement de cette Cour en date du 25ième jour d'avril 1925; ces ventes auront l'effet du décret.

Daté à Montréal, ce 18ième jour de mai 1925.

Le syndic,

J.-G. DUHAMEL,

92 Notre-Dame Est,

2575—21-2

Montréal.

No. 340-F. Province of Quebec, District of Quebec. Superior Court (In Bankruptcy).

In re: Georges Bouassaly, La Tuque, Que., Bankrupt; & J. G. Duhamel, Montreal, Que., Trustee.

Notice is hereby given that the undersigned will sell the properties hereunder described, at the door of the parochial church of the town of La Tuque, in the Province of Quebec, by public auction, the TWENTY FIFTH day of the month of JUNE, 1925, at ELEVEN o'clock (Day light Saving Time) in the forenoon, to the highest and last bidder, to wit:

DESCRIPTION

1. A parcel of land or emplacement situate at La Tuque, being part of lot (24-a 30), having one hundred feet in front on the west side of said lot, forty one feet in depth on the south side by thirty two feet running northerly, and fifty feet for the balance of sixty eight feet frontage, English measure and more or less, known as being part of lot bearing number (24-a 30), on the official plan and book of reference of the cadastre made for the first range of the township of Mailhiot, in the county of Champlain—with the houses and all other buildings thereon erected, circumstances and dependencies, including the shelves and wood counters in the said buildings;

2. An emplacement situate in the town of La Tuque, fronting on the west side of Commerciale Street, having fifty eight feet in depth running west on the south side of said lot by a width of thirty two feet, and fifty feet in depth running west by a depth of seventeen feet, English measure, more or less, known and designated as being part of lot number (24-a 31) and part of lot (24-a 30), on the official plan and book of reference of the cadastre made for the first range of the township of Mailhiot, in the county of Champlain—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

3. Twenty two lots of land or emplacements situated in the town of La Tuque, each containing fifty feet in width by one hundred feet in length, English measure, more or less, known and designated as being lots numbers 241, 238, 287, 286, 285, 284, 281, 282, 279, 278, 275, 274, 273, 272, 271, 269, 270, 267, 268, 264, 265, 266, of the subdivision of official lot number (25-a) of the official plan and book of reference of the cadastre made for the first range of the township of Mailhiot, in the county of Champlain—without buildings.

These sales are made under article 20 of the Bankruptcy Act and by virtue of a judgment of this Court dated the 25th day of April, 1925; these sales shall have the effect of a sheriff's sale.

Dated at Montreal, this 18th day of May, 1925.

J. G. DUHAMEL,

Trustee,

92 Notre Dame East,

2576—21-2

Montreal.

VENTES PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

SHERIFF'S SALES ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Magistrat à Thetford Mines.
District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir: } **A R T H U R R.**
No 914. } **BUTLER,** de-
mandeur; vs **JOSEPH CARRIER,** défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Le lot No 705 du cadastre officiel du canton d'Irlande, contenant 100 acres en superficie, environ—avec les bâtisses y érigées; à distraire:

1. Une acre de terre occupée par John Porter et
2. Le terrain cédé par le défendeur à la corporation archiépiscopale de Québec pour bâtir une église et dépendances de la mission de Lower Ireland.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, à Inverness, le DEUXIEME jour de JUILLET prochain (1925), à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 19 mai 1925. 2679—22-2
[Première publication, le 30 mai 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Arthabaska, à savoir: } **DAME CAROLINE**
No 250. } **PICARD,** deman-
deresse; vs **JOSEPH MASSÉ,** défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Une terre située en la paroisse de Wickham, sur le 9e Rang, de la contenance d'environ 150 acres en superficie, connue et désignée comme étant partie du lot No 467 du cadastre officiel du canton de Wickham; bornée en front au chemin du 10e rang, en profondeur au chemin de fer du Pacifique Canadien, d'un côté par Victor Gatieneau et de l'autre côté par Narcisse Rajotte—circonstances et dépendances.

2. Une autre terre située dans la même paroisse sur le 10e Rang, contenant environ 200 acres en superficie, connue et désignée comme étant les lots Nos 546 et 547 du dit cadastre officiel du canton de Wickham—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean-l'Évangéliste de Wickham (Wickham ouest), le TROISIEME jour de JUILLET prochain (1925), à UNE heure de l'après-midi (heure solaire).

Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 29 mai 1925. 2685—22-2
[Première publication, le 30 mai 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } **ZEPHIRIN GAU-**
No 39. } **THIER,** deman-
deur; vs **AIME MAILHIOT,** défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Le quart ouest du lot No 320 et la moitié est du lot No 321, du cadastre officiel du canton de Bulstrode, contenant environ 150 acres en superficie—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Rosaire, le ONZIEME jour de JUIN prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 5 mai 1925. 2359—19-2
[Pre mière publication, 9 mai 1925]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Magistrate's Court at Thetford Mines.
District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit: } **A R T H U R R.**
No. 914. } **BUTLER,** plain-
tiff; vs **JOSEPH CARRIER,** defendant.

As belonging to said defendant:

The lot No. 705 of the official plan and book of reference for the Township of Ireland, containing about 100 acres of land in superficies—with the buildings thereon erected; to take off:

1. One acre of land occupied by John Porter and
2. The piece of land granted by the defendant to the archiepiscopal corporation of Quebec, for the purpose of building a church and dependencies for the Lower Ireland's Mission.

To be sold at the registry office for the county of Megantic, at Inverness, on the SECOND day of JULY next (1925), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, J. E. GIROUARD,
Arthabaska, 19th of May, 1925. 2680—22-2
[First publication, May 30, 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.
Arthabaska, to wit: } **DAME CAROLINE**
No. 250. } **PICARD,** plaintiff;
vs **JOSEPH MASSÉ,** defendant.

As belonging to said defendant:

1. A piece of land situated in the parish of Wickham, in the 9th Range, containing about 150 acres in superficies, known and designated as being a part of lot No. 467 of the official plan and book of reference for the Township of Wickham; bounded in front by the 10th Range road, in depth by the Canadian Pacific Railway, on one side by Victor Gatieneau and on the other side by Narcisse Rajotte—circumstances and dependencies.

2. Another piece of land situated in the same parish, on the 10th Range, containing about 200 acres in superficies, known and designated as being the lots Nos 546 and 547 of the said official plan and book of reference for the Township of Wickham—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Jean l'Évangéliste de Wickham, (West Wickham), on the THIRD day of JULY next (1925), at ONE o'clock in the afternoon (Standard time).

Sheriff's office, J. E. GIROUARD,
Arthabaska, 29th of May, 1925. 2686—22-2
[First publication, May 30, 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } **ZEPHIRIN GAU-**
No. 39. } **THIER,** Plaintiff;
vs **AIME MAILHIOT,** Defendant.

As belonging to said defendant:

The west quarter of lot No. 320 and the east half of lot No. 321 of the official plan and book of reference for the township of Bulstrode, containing altogether about 150 acres in superficies—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Rosaire, on the ELEVENTH day of JUNE next (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, J. E. GIROUARD,
Arthabaska, May 5, 1925. 2360—19-2
[First publication, May 9, 1925]

BEAUCE

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de magistrat.—District de Beauce.
Beauce, à savoir : } ROSAIRE BEAUDOIN,
No 2763. } demandeur; contre
ADELARD ASSELIN, défendeur.

Le lot numéro quarante-neuf (49), rang un du canton Langevin—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, le NEUVIÈME jour de JUIN prochain (1925), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif. GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 6 mai 1925.

[Première publication, 9 mai 1925]
2371—19-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE TERRIS

Magistrate's Court.—District of Beauce.
Beauce, to wit : } ROSAIRE BEAUDOIN,
No. 2763. } Plaintiff; against ADE-
LARD ASSELIN, Defendant.

The lot number forty nine (49), range one of the township of Langevin—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Louis de Gonzague, the NINTH day of JUNE next (1925), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's office. Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, May 6, 1925.

[First publication, May 9, 1925]
2372—19-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Canada, Province of Québec.—Cour Supérieure.
District de Bedford.

No 562. } WILLIAM JENKINSON, bour-
geois, et GEORGE HARTLEY
JENKINSON, commerçant, tous deux de la
Sioux City, dans l'État d'Iowa, un des États-
Unis d'Amérique, représenté et agissant aux
présentes par l'entremise de Alex.-C. Smith,
gérant de banque, de Granby, dans le district
de Bedford, en vertu d'une procuration, deman-
deurs; vs DAME GEORGINA LAPOINTE, des
cité et district de Montréal, veuve de feu Damase
Lapierre, en son vivant, cultivateur, de la pa-
roisse de Granby, dans le district de Bedford, dé-
fenderesse; et JOSEPH-CYPRIEN SAINT-
PIERRE, de la cité de Granby, dans ledit dis-
trict de Bedford, notaire, curateur au délaisse-
ment.

Comme appartenant à la défenderesse:

Les lots numéros trois cent quatre-vingt-dix-neuf, quatre cent six, quatre cent onze, (399, 406, 411) et partie du lot trois cent quatre-vingt-douze (392), situés du côté sud du chemin public, qui traverse ledit lot; moins une acre et 96 perches, plus ou moins, appartenant à Charles-E. Payne, et toutes les bâtisses sus-érigées, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Granby, dans le dit district de Bedford.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Notre-Dame-de-Granby, dans la cité de Granby, dit district, le DIXIÈME jour de JUIN, 1925, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif
Bureau du Shérif, C.-B. JAMESON.
Sweetsburg, Qué., 2 mai, 1925.
[Première publication, le 9 mai, 1925]
2339—19-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE TERRIS

Canada, Province of Québec, District of Bedford.
Superior Court.

No. 562. } WILLIAM JENKINSON, gen-
tleman, and GEORGE HART-
LEY JENKINSON, trader, both of Sioux
City, in the State of Iowa, one of the United
States of America, represented hereto and acting
herein by and through Alex. C. Smith, bank
manager, of Granby, in the district of Bedford,
by virtue of Power of Attorney, plaintiffs;
vs DAME GEORGINA LAPOINTE, of the
city and district of Montreal, widow of the
late Damase Lapierre, in his lifetime farmer, of
the Parish of Granby, in the district of Bedford,
defendant; and JOSEPH CYPRIEN SAINT-
PIERRE, of the city of Granby, in said district
of Bedford, notary, curator to the *délaissement*.

As belonging to defendant:

Lots numbers three hundred and ninety nine, four hundred and six, four hundred and eleven, (399, 406, 411) and part of lot of three hundred and ninety two (392), situate on the South side of the public road, which crosses the said lot; less one acre and 96 rods, more or less, belonging to Charles E. Payne, and all buildings thereon, of the Official Cadastral plan and in the book of reference of the township of Granby, in said district of Bedford.

To be sold *en bloc*, at the parochial church door of the parish of Notre Dame de Granby, in the city of Granby, said district, on the TENTH day of JUNE, 1925, at TEN of the clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,
Sheriff's office, Sheriff.
Sweetsburg, Que, May 2nd, 1925.
[First publication, May 9, 1925.]
2340—19-2

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Iberville.
Saint-Jean, à savoir: } DAME SOPHIE
No 142. } BOYER, de Saint-

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.
Saint John's, to wit: } DAME SOPHIE
No. 142. } BOYER, of Saint

Michel-Archange, district d'Iberville, veuve de feu Georges Laplante, demanderesse; contre FIRMIN PRIMEAU, du même lieu, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Une terre ayant front sur le chemin public, située en la paroisse de Saint-Michel-Archange, dans le comté de Napierville, connue et désignée sous le numéro cent soixante-dix-huit (No 178), sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Michel-Archange, de la contenance en superficie de cinquante arpents plus ou moins—avec maisons et autres bâties dessus construites.

Le tout sauf erreur ou omission.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Michel-Archange, district d'Iberville, le DIXIEME jour de JUIN prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi, (Heure solaire).

Bureau du shérif, Le shérif,
Saint Jean, 6 mai 1925. ARTHUR LASNIER.
[Première publication, le 9 mai 1925]

Michel Archange, district of Iberville, widow of the late Georges Laplante, plaintiff; against FIRMIN PRIMEAU, of the same place, defendant.

Seized as belonging to said defendant:

A farm fronting on the public road, situate in the parish of Saint Michel Archange, in the County of Napierville, known and designated under number one hundred and seventy-eight (No 178), on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint Michel Archange, containing fifty arpents in area more or less—with the houses and other buildings thereon erected.

Errors or omissions excepted.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Saint Michel Archange, district of Iberville, the TENTH day of JUNE next (1925), at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

Sheriff's office, ARTHUR LASNIER, Sheriff.
Saint John's, May 6, 1925. 2382—19-2
[First publication, May 9, 1925]

JOLIETTE

Cour Supérieure.

Province de Québec, } JOSEPH HAMELIN,
District de Joliette, } instituteur, ci-devant
No 9060. } de la cité et du district
de Saint-Hyacinthe, et actuellement de la paroisse
de Lyster, district d'Arthabaska, demandeur;
vs ANTON SELANDER, des Cité et district de
Montréal, et ARTHUR-M. OSBORNE, du
village de Saint-Gabriel-de-Brandon, dans le district
de Joliette, défendeurs.

Un certain terrain de quatre arpents par vingt-cinq arpents environ, étant le lot numéro cinq cent vingt-neuf (529), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon; à distraire du dit lot ce qui suit:

a. L'emplacement de la ligne d'un chemin de fer qui traverse le dit lot de l'est à l'ouest;

b. L'emplacement d'un chemin du roi qui traverse le dit lot de l'est à l'ouest;

c. Sept emplacements consécutifs, moins le dernier, qui est séparé de l'avant-dernier par une largeur de terrain de quarante-quatre pieds, comprenant les dits sept emplacements, à partir du côté est, quatre cent quatre-vingt-quatre pieds de large environ, sur la profondeur qui se trouve entre le dit chemin du roi et le dit chemin de fer ci-dessus;

d. Cinq emplacements consécutifs à partir de trente-cinq pieds du côté est, situés en front sur le dit chemin du roi sur une profondeur de cent soixante-deux pieds chacun, et ayant ensemble une largeur de trois cent soixante-quinze pieds environ.

Le tout à la charge par l'acquéreur de payer à Alfred Hamelin âgé de 71 ans environ, une rente viagère annuelle de \$125., de loger le donateur, de lui fournir le médecin, d'en avoir bon soin, en santé et maladie, et de le pensionner moyennant \$7.00 par mois.

Les parties qui pourraient être intéressées dans l'achat de cette propriété pourront communiquer avec Mtres Denis, Ferland & Denis, avocats, Joliette.

Pour être vendu à la porte de l'église de la dit

JOLIETTE

Superior Court.

Province of Quebec, } JOSEPH HAMELIN,
District of Joliette, } teacher, heretofore of
No. 9060. } the city and district of
Saint Hyacinthe and now of the parish of Lyster,
district of Arthabaska, plaintiff; vs ANTON
SELANDER, of the city and district of Montreal,
and ARTHUR M. OSBORNE, of the village of
Saint Gabriel de Brandon, in the district of Joliette, defendants.

That certain lot of land of four arpents by twenty-five arpents or thereabouts, being the lot number five hundred and twenty-nine (529), on the official cadastral plan and book of reference of the cadastre for the parish of Saint Gabriel de Brandon; to be detached from the said lot the following:

a. The emplacement of the Railway line crossing said lot from east to west;

b. The emplacement of the King's highway crossing said lot from east to west;

c. Seven consecutive emplacements, save the last one, which is separated from the next one by a width of land of forty-two feet; comprising the said seven emplacements, from the east side, about four hundred and eighty-four feet in width by the depth to be found between the said King's highway and the said railway above mentioned;

d. Five consecutive emplacements from a distance of thirty-five feet from the east side, fronting on said King's highway, by a depth of one hundred and sixty-two feet each, and having a total width of about three hundred and seventy five feet.

The whole subject to the payment by the purchaser to Alfred Hamelin, now about 71 years old, of a life annuity of \$125.00, to lodge the donor, to provide him with the services of the doctor, to take good care of him in health and sickness and to board him at the rate of \$7.00 per month.

Parties designing to purchase this property may communicate with Mtres Denis, Ferland & Denis, advocates, Joliette.

To be sold at the door of the church of the

paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon, MARDI, le TRENTIEME jour du mois de JUIN mil neuf cent vingt-cinq, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGES DESROCHES.
Joliette, 23 mai 1925. 2665—22-2
[Première publication, le 30 mai 1925]

said parish of Saint Gabriel de Brandon, on TUESDAY, the THIRTIETH day of the month of JUNE, one thousand nine hundred and twenty-five, at ONE o'clock in the afternoon.

GEORGE DESROCHES,
Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, May 23, 1925. 2666—22-2
[First publication, May 30, 1925]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir: } SAMUEL CHAR-
No 9643. } LES RIOU,
avocat, de la cité de la Rivière-du-Loup, deman-
deur; contre GEORGES-A. LECLERC, de la
cité de Montréal, défendeur, à savoir:

Un neuvième indivis d'un terrain—avec
bâtisses dessus construites, circonstances et
dépendances, situé en la ville de Trois-Pistoles,
contenant soixante pieds de front, par cent qua-
tre-vingts pieds de profondeur; borné au sud,
à Dame Alphonse Rioux, à l'ouest à Joseph
Leclerc, à l'est à Pierre Deschênes ou ses repré-
sentants, et au nord au chemin public, faisant
partie, le dit terrain, du lot numéro deux cent
quarante-trois (partie No 243) du cadastre officiel
de la paroisse de Trois-Pistoles. A charge d'une
rente ou canon emphytéotique de douze (12) piastres
par année en faveur d'Edmond Rioux, culti-
vateur, de ladite ville de Trois-Pistoles.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de Trois-Pistoles, le DOUZIEME jour
de JUIN prochain 1925, à UNE heure de l'après-
midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-O. GIRARD.
Rivière-du-Loup, 5 mai 1925.
[Première publication, 9 mai 1925]
2341—19-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière du Loup, to wit: } SAMUEL CHAR-
No. 9643. } LES RIOU,
advocate, of the city of Rivière du Loup,
Plaintiff; against GEORGES A. LECLERC, of
the city of Montreal, Defendant, to wit:

The undivided ninth part of a piece of land—
with the buildings thereon erected, circumstances
and dependencies, situate in the town of Trois
Pistoles, containing sixty feet in front by one
hundred and eighty feet in depth; bounded to the
south by Dame Alphonse Rioux, to the west
by Joseph Leclerc, to the east by Pierre Desche-
nes or representatives and to the north by the
public road, the said piece of land forming part of
lot number two hundred and forty three (Pt. No.
243) of the official cadastre of the parish of
Trois Pistoles. Subject to an emphyteutic
ground rent of twelve (12) dollars per year,
in favour of Edmond Rioux, farmer, of the said
town of Trois Pistoles.

To be sold at the door of the church of the
parish of Trois Pistoles, the TWELFTH day of
JUNE next, 1925, at ONE o'clock in the after-
noon.

J. O. GIRARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Rivière du Loup, May 5, 1925.
[First publication, May 9, 1925]
2342—19-2

MONTCALM

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.
Province de Québec, } NAPOLEON ALLAI-
District de Montcalm, } RE, demandeur; vs
No 1305. } NAPOLEON VENNE,
défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur:

Le lot de terre portant le numéro onze (11)
du rang deux (2) du canton Pope, district de
Montcalm—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de Notre-Dame-de-Fourvière, à Mont-
Laurier, LUNDI, le SIXIEME jour de JUILLET
1925, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, LAMARCHE & BOUDREAULT.
Mont-Laurier, le 26 mai 1925. 2681—22-2
[Première publication, le 30 mai 1925]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.
Province of Quebec, } NAPOLEON ALLAI-
District of Montcalm, } RE, plaintiff; vs
No. 1305. } NAPOLEON VENNE,
defendant.

Seized as belonging to the defendant:

The lot of land bearing number eleven (11) of
the second Range (2) of the township of Pope, dis-
trict of Montcalm—with the buildings thereon
erected.

To be sold at the door of the parochial church
of Notre Dame de Fourvière, at Mont Laurier,
MONDAY, the SIXTH day of JULY, 1925, at
TEN o'clock in the forenoon.

LAMARCHE & BOUDREAULT,
Sheriff's office, Sheriff.
Mont Laurier, May 26, 1925. 2682—22-2
[First publication, May 30, 1925]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J. NORBERT E. BIS-
No 2482. } SON, demandeur;
vs L.-A. BEDARD, député protonotaire de la
cité de Montréal, agissant en sa qualité de cura-
teur à la succession vacante de J. Bte Brouillette,
en son vivant des cité et district de Montréal,
défendeur, ès-qual.

Un lot de terre situé dans la paroisse de Saint-
Ignace du Coteau-du-Lac, comté de Soulanges,
connu et désigné aux plan et livre de renvoi offi-
ciels de ladite paroisse, sous le numéro cent trente-
sept (137); borné en front partie par le fleuve
Saint-Laurent, partie par le chemin public et par
le cimetière anglican—avec maison et dépendan-
ces dessus construites, ledit lot de terre mesurant
douze arpents en superficie environ.

Pour être vendu suivant jugement de l'hon.
juge Coderre, à mon bureau, en la cité de Mont-
réal, le QUATRIEME jour de JUILLET pro-
chain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif. L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 26 mai 1925.

[Première publication, 30 mai 1925]

2667—22-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } L'UNIVERSITE DE
No 2406. } MONTREAL, corpo-
ration dûment incorporée, ayant sa principale
place d'affaires en les cité et district de Montréal,
demanderesse; vs ADELARD CHARBON-
NEAU, cultivateur, de la paroisse de Saint-
Hilaire, district de Saint-Hyacinthe, défendeur.

Un emplacement sis et situé en la cité de Mont-
réal, district de Montréal, ayant front sur le bou-
levard Saint-Laurent, de ladite cité, et étant
composé de la totalité des lots Nos 59 et 59 lettre
"A" (cinquante-neuf et cinquante-neuf, lettre A),
aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre
du village de la Côte Saint-Louis—avec bâtisse
dessus érigée dont le mur du côté nord-ouest est
mitoyen avec la propriété adjacente; déduction
faite cependant de cette partie nord-est d'iceux
prise pour l'élargissement du boulevard Saint-Lau-
rent et plus au long décrite aux termes d'un acte
de vente consenti par Dame Evelina Leblanc,
veuve de feu Etienne Deparois, de la ville Saint-
Louis, passé devant C.-E. Germain, notaire, le
quatorzième jour du mois de mars, mil neuf cent
cinq (1905) et enregistré au bureau d'enregistre-
ment des comtés d'Hochelaga et Jacques-Cartier,
sous le numéro 112817.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le TROISIEME jour de JUILLET
prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$3,150.00 sera exigé de tout offrant
ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge
Coderre, daté le 22 mai 1925.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 26 mai 1925.

[Première publication, 30 mai 1925]

2669—22-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J. NORBERT E. BIS-
No. 2482. } SON, plaintiff; vs L.
A. BEDARD, deputy prothonotary of the city
of Montreal, acting in his quality of curator to
the vacant estate of J. Bte Brouillette, in his life-
time of the city and district of Montreal, defend-
ant, es quality.

A lot of land situate in the parish of Saint
Ignace du Coteau du Lac, county of Soulanges,
known and designated on the official plan and
book of reference of the said parish, under number
one hundred and thirty seven (137); bounded in
front partly by the Saint Lawrence river, partly
by the public road and by the Anglican cemetery
—with a house and dependencies thereon erected,
the said lot of land measuring about twelve
arpents in superficies.

To be sold pursuant to a judgment of the Hon.
Judge Coderre, at my office, in the city of Mon-
treal, the FOURTH day of JULY next, at TEN
o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Sheriff.

Montreal, May 26th, 1925.

[First publication, May 30th, 1925]

2668—22-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE UNIVERSITY OF
No. 2406. } MONTREAL, a body
politic and corporate having its chief place of
business in the city and district of Montreal,
plaintiff; vs ADELARD CHARBONNEAU,
farmer, of the parish of Saint Hilaire, district of
Saint Hyacinthe, defendant.

An emplacement lying and situate in the city
of Montreal, district of Montreal, fronting on
Saint Lawrence Boulevard, of the said city, and
being composed of the whole of lots Nos. 59 and
59 letter "A", (fifty nine and fifty nine, letter
"A"), on the official plan and book of reference
of the cadastre of the village of Côte Saint Louis—
with the building thereon erected, the northwest
side wall of which is mitoyen with the adjacent
property; to be deducted however from the
northeast part thereof the part taken for the
widening of Saint Lawrence Boulevard and more
fully described in a deed of sale consented by
Dame Evelina Leblanc, widow of the late Etienne
Deparois, of the town of Saint Louis, passed before
C. E. Germain, notary, the fourteenth day of the
month of March, one thousand nine hundred and
five (1905), and registered at the Registry Office
of the counties of Hochelaga and Jacques Cartier,
under number 112817.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
the THIRD day of JULY next, at TEN o'clock
in the forenoon.

A deposit of \$3,150.00 shall be exacted
from each and every bidder, pursuant to a judg-
ment of the Hon. Judge Coderre, dated the 22nd
of May, 1925.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Sheriff.

Montreal, May 26th, 1925.

[First publication, May 30th, 1925]

2670—22-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **JOSEPH BEAUCHAMP,**
 No 2371. } demandeur; vs **AL-**
FRED-G. BENTLEY, défendeur.

Les lots situés en la ville de Montréal-Sud, aux coins des rues Victoria et Sainte-Hélène, et connus et désignés sous les numéros soixante-seize et soixante-dix-sept de la subdivision officielle du lot numéro originaire cent cinquante-huit (158-76 et 77) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, dans le comté de Chambly.

A distraire cependant des dits lots la partie des mêmes lots vendus à Monsieur Albert-Edward Bentley, suivant acte de vente passé devant le Notaire R.-H. Barron, en date du vingt-six janvier mil neuf cent vingt-deux et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly le dix février 1922, sous le numéro 58157.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le TROISIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
 Montréal, 27 mai 1925. 2701—22-2
 [Première publication, le 30 mai 1925]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **JOSEPH BEAUCHAMP,**
 No. 2371. } plaintiff; vs **ALFRED**
G. BENTLEY, defendant.

The lots situated in the town of Montreal-South, at the corner of Victoria and Sainte Helène Streets, and known and designated under numbers seventy six and seventy seven of the official subdivision of original lot number one hundred and fifty-eight (158-76 and 77) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, in the county of Chambly.

To be deducted however from the said lots the part thereof sold to Mr. Albert Edward Bentley, under a deed of sale passed before Notary R. H. Barron, dated the twenty sixth of January, one thousand nine hundred and twenty two and registered at the Registry office of the county of Chambly the tenth of February, 1922, under No. 58157.

To be sold at the Registry office of the county of Chambly, at Longueuil, the THIRD day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
 Montreal, May 27, 1925. 2702—22-2
 [First publication, May 30, 1925]

PONTIAC

PONTIAC

Cour Supérieure du district de Pontiac.

Province de Québec, } **D.-R. BARRY,** de-
 District de Pontiac, } mandeur; vs **MAR-**
 No 2601. } **GARET-J. FINDLEY ET**
AL, défendeurs.

Ce certain lopin de terre situé sur la rue Principale, dans le village de Fort-Coulonge, dans le comté de Pontiac, dans la province de Québec, et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour ledit village de Fort-Coulonge, comme étant le lot numéro deux cent trois (203) dudit village—avec ensemble les bâtisses et appartenances sus-érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement pour le comté de Pontiac, dans le village de Bryson, le TRENTIEME jour de JUIN 1925, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, BERNARD-J. SLOAN.
 Bryson, 26 mai 1925. 2671—22-2
 [Première publication, le 30 mai 1925]

Superior Court.—District of Pontiac.

Province of Quebec, } **D. R. BARRY,** plain-
 District of Pontiac, } tiff; vs **MARGA-**
 No. 2601. } **RETJ. FINDLEY ET AL,**
 defendants.

That certain parcel of land situate on Main Street, in the Village of Fort Coulonge, in the County of Pontiac and Province of Quebec, and there known and described according to the official plan and in the book of reference for the said Village of Fort Coulonge as lot number two hundred and three (203) of the aforesaid Village—together with the buildings and appurtenances thereon erected and appertaining.

To be sold at the Registrar's office for the County of Pontiac, in the Village of Bryson, on the THIRTIETH day of JUNE 1925, at TEN of the clock in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff's office, Sheriff.
 Bryson, May 26th, 1925. 2672—22-2
 [First publication, May 30, 1925]

Cour Supérieure du district de Pontiac.

Province de Québec, } **LA BANQUE PRO-**
 District de Pontiac, } **VINCIALE DU CA-**
 No 2579. } **NADA,** demanderesse;
 vs **THOMAS DUFFY,** défendeur.

La moitié indivise de tous ces certains lots de terre maintenant connus et désignés aux plan et livre de renvoi pour le canton de l'Île-aux-Allumettes, sous les numéros 22b et 23b et les moitiés sud des lots numéros 22a et 23a, tous du quatrième rang dudit canton de l'Île-aux-Allumettes, contenant en tout cent cinquante acres de terre, plus ou moins—avec ensemble les bâtisses et appartenances sus-érigées.

Pour être vendues au bureau d'enregistrement pour le comté de Pontiac, dans le village de

Superior Court.—District of Pontiac.

Province of Quebec, } **THE PROVINCIAL**
 District of Pontiac, } **BANK OF CANA-**
 No. 2579. } **DA,** plaintiff; vs **THO-**
MAS DUFFY, defendant.

The undivided half of all those certain lots of land now known and described according to the official Plan and in the book of reference for the Township of Allumettes Island as lots numbers 22b and 23b and the Southerly halves of lots numbers 22a and 23a, all of the fourth range of the said Township of Allumettes Island, containing in all one hundred and fifty acres of land, more or less—together with the buildings and appurtenances thereon erected and appertaining.

To be sold at the Registrar's office for the County of Pontiac, in the Village of Bryson, on the

Bryson, le TRENTIEME jour de JUIN 1925, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, BERNARD-J. SLOAN.
Bryson, Qué., le 26 mai 1925. 2673—22-2
[Première publication, le 30 mai 1925]

THIRTIETH day of JUNE 1925, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's office,
Bryson, Que., May 26th, 1925. 2674—22-2
[First publication, May 30, 1925]

Cour supérieure.

Province de Québec. } GEORGES CADOT-
District de Pontiac. } TE, demandeur; vs
No 2548. } LEON GAUDET, défendeur.

Ce lopin ou partie de terre connu et décrit aux plan et livre de renvoi officiels du canton Fabre, dans le comté de Témiscamingue, comme étant le lot numéro treize, du rang sept nord (lot 13, rang sept nord), dudit canton Fabre, contenant environ 100 acres en superficie—avec ensemble toutes les bâtisses sus-érigées et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Edouard, dans le canton Fabre, dans le comté de Témiscamingue, le NEUVIEME jour de JUIN 1925, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, BERNARD-J. SLOAN.
Bryson, Qué., 29 avril 1925.
[Première publication, 9 mai 1925]
2345—19-2

Superior Court.

Province of Quebec. } GEORGE CADOT-
District of Pontiac. } TE, Plaintiff; vs
No. 2548. } LEON GAUDET, defendant.

That lot or parcel of land known and described according to the official plan and book of reference of the township of Fabre, in the county of Temiskaming, as being lot number thirteen, of range seven north (lot 13, range seven north), of the said township of Fabre, containing about 100 acres in superficies—together with all buildings thereon erected and appurtenances thereto belonging.

To be sold at the parish church door of Saint Edouard, in the township of Fabre, in the county of Temiskaming, on the NINTH day of JUNE 1925, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,
Bryson, Que., April 29, 1925.
[First publication, May 9, 1925]
2346—19-2

QUÉBEC

QUEBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir : LUCIEN CANNON,
No. 1255. / CHARLES-G. POWER,
ER. ANTOINE LEMIEUX ET ROBERT
CANNON, avocats, de la cité de Québec, pratiquant ensemble sous les nom et raison de "Cannon, Power, Lemieux & Cannon"; contre SAINT-GEORGES TANGUAY, de la cité de Québec.

Les lots Nos 339-1-A (trois cent trente-neuf-un-A) et 340-1-A (trois cent quarante-un-A) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent de la ville de Lévis, comté de Lévis, étant des lots de grèves — circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-de-la-Victoire, comté de Lévis, le DIX-NEUVIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 13 mai, 1925.
[Première publication, le 16 mai, 1925]
2515—2-2

FIERI FACIAS

Quebec, to wit : LUCIEN CANNON, CHARLES-G. POWER, ANTOINE LEMIEUX AND ROBERT CANNON, advocates, of the city of Quebec, practising together under the firm name and style of "Cannon, Power, Lemieux & Cannon"; against SAINT-GEORGES TANGUAY, of the city of Quebec.

The lots Nos. 339-1-A (three hundred and thirty-nine-one-A) and 340-1-A (three hundred and forty-one-A) of the official cadastre for the Saint Laurent ward, of the town of Levis, county of Levis, being water lots — circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Notre Dame de la Victoire, county of Levis, the NINETEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office,
Quebec, May, 1925.
[First publication, May 16, 1925]
2516—20-2

RICHELIEU

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Canada, } JOSEPH - MICHEL
Province de Québec, } MOREAU, de la cité
District de Québec. } de Québec, employé
No 1755. } de la Banque Canadienne
Nationale, comptable, demandeur; vs THE
TRANSPORTATION & SHIPPING COMPANY, LIMITED, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Québec, défenderesse, à savoir:

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Canada, } JOSEPH MICHEL
Province of Quebec, } MOREAU, of the city
District of Quebec. } of Quebec, employee of
No. 1755. } the "Banque Canadienne
Nationale", accountant, Plaintiff; vs THE
TRANSPORTATION & SHIPPING COMPANY, LIMITED, a body politic and corporate having its head-office in the city and district of Quebec, defendant, to wit:

Un terrain situé en la paroisse de Saint-Joseph-de-Sorel, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Pierre-de-Sorel, sous le numéro cinquante-six (56), mesurant un demi-arpent de large sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins—avec les bâtisses y érigées, et tous droits de servitudes tant actives que passives attachées audit terrain et en dérivant.

Un terrain situé en la paroisse de Saint-Joseph-de-Sorel, connu comme faisant partie du lot numéro vingt-deux (p. 22) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pierre-de-Sorel, et compris dans les limites suivantes: tenant d'un bout à la ligne de chemin de fer "Quebec, Montreal & Southern", à l'autre bout au lot No 56, d'un côté au lot No 21 et de l'autre côté au lot No 23, aux dits plan et livre de renvoi officiels.

Un terrain situé en la paroisse de Saint-Joseph-de-Sorel, et connu comme faisant partie du lot numéro cinquante-neuf (p. 59) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pierre-de-Sorel, de figure triangulaire et formant une pointe de terre renfermée dans les limites suivantes: tenant d'un bout, vers l'est, au terrain appartenant à "Canada Steamship Lines, Limited"; à l'autre bout, vers l'ouest, à une route; d'un côté, vers le nord, au terrain de Calixte Vandal, et du côté sud, à la ligne du chemin de fer; cette dite pointe de terre mesurant environ cent quatre-vingts pieds de longueur dans la ligne qui la sépare du terrain de Calixte Vandal, mesurant environ cent pieds de largeur à son extrémité ouest, et environ douze pieds de largeur à son extrémité est—avec le droit de passer dans le chemin de Aimé Salvas pour aller à la rivière Richelieu.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joseph-de-Sorel, MARDI, le NEUVIEME jour du mois de JUIN prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

MICHEL SAINT-GERMAIN.

Bureau du shérif.

Sorel, 30 avril 1925.

[Première publication, 9 mai 1925]

2347—19-2

A lot of land situate in the parish of Saint Joseph de Sorel, known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Saint Pierre de Sorel, under number fifty six (56), measuring half an arpent in width, by twenty arpents in depth, more or less—with the buildings thereon erected, and all the active and passive rights of servitude attached to said lot of land or appurtenant thereto.

A lot of land situate in the parish of Saint Joseph de Sorel, known as being part of lot number twenty two (Pt. 22) of the official cadastre for the parish of Saint Pierre de Sorel, and contained between the following boundaries: bounded at one end by the Quebec, Montreal & Southern Railway, at the other end by lot No. 56, on one side by lot No. 21 and on the other side by lot No. 23 on the said official plan and book of reference.

A lot of land situate in the parish of Saint Joseph de Sorel, and known as being part of lot number fifty nine (Pt. 59), on the official cadastre for the parish of Saint Pierre de Sorel, of triangular figure and forming a point of land contained within the following limits: bounded at one end to the east by the land belonging to "Canada Steamships Lines, Limited", at the other end to the west by a by-road, on one side to the north by the land of Calixte Vandal, and on the south side by the Railway Line; said point of land measuring about one hundred and eighty feet in length in the line which divides it from the land of Calixte Vandal, measuring about one hundred feet in width at its western extremity and about twelve feet in width at its eastern extremity—with the right of passage in the road of Aimé Salvas, to reach the Richelieu River.

To be sold *en bloc*, at the door of the parish church of Saint Joseph de Sorel, on TUESDAY, the NINTH day of the month of JUNE next (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

MICHEL SAINT-GERMAIN,

Sheriff's office.

Sheriff.

Sorel, April 30, 1925.

[First publication, May 9, 1925]

2348—19-2

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du magistrat.—District de Saint-Hyacinthe. Saint-Hyacinthe, à savoir: } THE THOS. DAVIDSON

No 376. } MFG. CO., LTD, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, demanderesse; contre H. CASAVANT, d'Actonvale, défendeur.

Un emplacement sis et situé en la ville d'Actonvale, sur la rue du Marché, de la contenance de cinquante et un pieds de largeur sur cent dix-huit pieds de profondeur, le tout plus ou moins, étant les lots numéros deux cent soixante (260) et deux cent soixante-quatre (264), aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Actonvale—avec les bâtisses y érigées; à distraire cependant desdits lots les parties vendues, suivant contrats dûment enregistrés.

Pour être vendu à la porte de l'église de la ville d'Actonvale, MARDI, le NEUVIEME jour de

FIERI FACIAS DE TERRIS

Magistrate's Court.—District of Saint Hyacinthe. Saint Hyacinthe, to wit: } THE THOS. DAVIDSON MFG.

No. 376. } CO., LTD, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against H. CASAVANT, of Actonvale, Defendant.

An emplacement situate in the town of Actonvale, on Market Street, containing fifty one feet in width by one hundred and eighteen feet in depth, the whole more or less, being lots numbers two hundred and sixty (260) and two hundred and sixty four (264), on the official plan and book of reference of the village of Actonvale—with buildings thereon erected; to withdraw from those lots the parts sold, by deeds duly registered.

To be sold at the church door of the town of Actonvale, TUESDAY, on the NINTH day

JUIN prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, 4 mai 1925.
[Première publication, 4 mai 1925]
2349—19-2

of JUNE next (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's office.
Saint Hyacinthe, May 4th, 1925.
[First publication, May 9th, 1925]
2350—19-2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Province de Québec, } JACOB DEWITT & AL,
No 1240. } demandeurs; vs DAME
LOUISE SCHAD & Vm, défenderesse.

Comme appartenant à ladite défenderesse, l'immeuble suivant, savoir:

Ce certain emplacement situé sur la rue Sainte-Marie, contenant cent dix pieds de largeur en front et cent pieds de largeur en arrière par soixante-douze pieds de profondeur, le tout plus ou moins, tel qu'enclos actuellement, mesure anglaise; borné en front par un chemin, en arrière par Louis Paquin ou représentants, et de l'autre côté par Adolphe Pesant ou représentants; faisant partie de cet emplacement connu comme lot numéro cinquante-deux, aux plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Eustache, district de Terrebonne—avec la maison et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique du village de Saint-Eustache, district de Terrebonne, le TRENTIEME jour de JUIN, mil neuf cent vingt-cinq, à DEUX heures de l'après-midi (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Saint-Jérôme, 26 mai 1925. 2677—22-2
[Première publication, le 30 mai 1925]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Province of Quebec, } JACOB DEWITT & AL,
No. 1240. } plaintiffs; vs DAME
LOUISE SCHAD & Vm, defendants.

As belonging to the defendant Dame Louise Schad, the following immovable, to wit:

That certain emplacement situate on Saint Mary Street, containing one hundred and ten feet in width in front and one hundred feet in width in rear by seventy-two feet in depth, the whole more or less, such as actually fenced in, English measure; bounded in front by a road, in rear by Louis Paquin or representatives, and on the other side by Adolphe Pesant or representatives, making part of that emplacement known as lot number fifty-two, on the official plan and book of reference of the village of Saint Eustache, district of Terrebonne—with the house and other buildings thereon erected.

To be sold at the Catholic parochial church door of the Village of Saint Eustache, district of Terrebonne, the THIRTIETH day of JUNE one thousand nine hundred and twenty-five, at TWO o'clock in the afternoon (Standard time).

J. W. CYR,
Sheriff's office,
Saint Jerome, May 26, 1925. 2678—22-2
[First publication, May 30, 1925]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } NAPOLEON E. GO-
No 95. } GODIN, deman-
deur; vs HYACINTHE LARIVIERE, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Un terrain ou emplacement sis et situé dans le village de la paroisse de Bécancourt, connu et désigné par le numéro cent quatre-vingt-sept (No 187), au cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Bécancourt—avec la maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Bécancourt, dans le comté de Nicolet, le TRENTIEME jour de JUIN prochain, 1925, à DIX heures du matin, (heure solaire).

Le député-shérif,
Bureau du shérif, WILLIE LARIVIERE.
Trois-Rivières, 26 mai 1925. 2683—22-2
[Première publication, le 30 mai 1925]

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } NAPOLEON E. GO-
No 95. } DIN, plaintiff; vs
HYACINTHE LARIVIERE, defendant.

As belonging to said defendant, to wit:

A lot of land or emplacement lying and situate in the village of the parish of Bécancourt, known and designated by the number one hundred and eighty-seven (No. 187) of the official cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Bécancourt—with the house and other buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Bécancourt, in the county of Nicolet, the THIRTIETH day of JUNE next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon, (Standard Time).

WILLIE LARIVIERE,
Sheriff's office, Deputy-Sheriff.
Three Rivers, May 26, 1925. 2684—22-2
[First publication, May 30, 1925]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour de Magistrat de District.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } J. THOMAS MAR-
 No 614. } CHAND, de-
 mandeur; vs LES HERITIERS DE FEU AL-
 FRED TRUDEL, défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs, sa-
 voir:

Un emplacement situé en la ville de Saint-Tite, connu et désigné comme étant partie du lot numéro trois cent huit (Ptie No 308) au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Tite, et borné comme suit: en front, par le chemin public; en arrière, par le ruisseau Le Bourdais, d'un côté par Nolasque Désaulniers et de l'autre côté par Louis Délangis—avec la maison et autres bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Tite, en la ville de Saint-Tite, dans le comté de Champlain, le NEUVIEME jour de JUIN prochain, 1925, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,
 Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.
 Trois-Rivières, 5 mai 1925. 2377—19-2
 [Première publication, le 9 mai 1925]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
District Magistrate's Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } J. THOMAS MAR-
 No. 614. } CHAND, plain-
 tiff; vs THE HEIRS OF THE LATE ALFRED
 TRUDEL, defendants.

As belonging to said defendants, to wit:

An emplacement situate in the town of Saint Tite, known and designated as being part of lot number three hundred and eight (Pt. No. 308), on the official cadastre for the parish of Saint Tite, and bounded as follows: in front, by the public road; in rear by Le Bourdais brook, on one side by Nolasque Desaulniers and on the other side by Louis Délangis—with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Tite, in the town of Saint Tite, in the county of Champlain, the NINTH day of JUNE next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time).

PHI. L. LASSONDE,
 Sheriff's office, Sheriff.
 Three Rivers, May 5, 1925. 2378—19-2
 [First publication, May 9, 1925]

Nominations

No 1399—Elec.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 20 mai 1925, de nommer M. Joseph Boucher, commissaire d'écoles pour la municipalité de Portneuf, dans le comté de Saguenay. 2687

Appointments

No. 1399—Elec.

Appointment of one School Commissioner.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 20th of May, 1925, to appoint Mr. Joseph Boucher, School Commissioner for the municipality of Portneuf, in the county of Saguenay. 2688

Département de l'Instruction Publique

No 2428-14

Québec, 27 mai 1925.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du village de Belœil, comté de Verchères, tous les lots ou parties de lots de la première et de la deuxième concession de la paroisse de Belœil, et faisant actuellement partie de cette dernière, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Mathieu-de-Belœil", même comté.

2689—22-2

Department of Public Instruction

No. 2428-14

Quebec, May 27, 1925.

Application is made to detach from the school municipality of the village of Belœil, county of Verchères, all the lots or parts of lots of the first and second concessions of the parish of Belœil, and presently forming part of said parish, and to erect all this territory into a separate school municipality under the name of "Saint Mathieu de Belœil", same county.

2690—22-2

No 1176-24

Québec, 21 mai 1925.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Louis-de-Kamouraska, comté de Kamouraska, le tiers sud (environ 33 arpents) du lot numéro 235 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Louis-de-Kamouraska, et d'annexer cette partie de lot à la municipalité scolaire de Saint-Pascal, même comté.

2691—22-2

No. 1176-24

Quebec, May 21, 1925.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Louis de Kamouraska, county of Kamouraska, the south third (about 33 arpents) of lot number 235 of the official cadastre of the parish of Saint Louis de Kamouraska, and to annex said part of lot to the school municipality of Saint Pascal, same county.

2692—22-2

No 515-11

Québec, 26 mai 1925.

Demande est faite de détacher des municipalités scolaires de Godmanchester, Cazaville, Saint-Anicet No 11, Saint-Anicet No 2, et de Dundee, dans le comté de Huntingdon, tout le

No. 515-11

Quebec, May 26, 1925.

Application is made to detach from the school municipalities of Godmanchester, Cazaville, Saint Anicet No. 1, Saint Anicet No. 2, and of Dundee, in the county of Huntingdon, all the

territoire formant actuellement la paroisse canonique de Sainte-Agnès-de-Dundee, telle qu'érigée par décret canonique en date du 17 septembre 1863, et agrandie par décret en date du 26 septembre 1904, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom de "Sainte-Agnès-de-Dundee", même comté.

2693—22-2

No 2428-14

Québec, 27 mai 1925.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du Village de Belœil, comté de Verchères, le territoire suivant, borné comme suit, savoir: au Sud-est, par la rivière Richelieu; au Nord-ouest, par le terrain ou chemin de fer du Canadien National; du côté Sud-est, par une route située entre la paroisse civile de McMasterville et la ville de Belœil; du côté Sud-ouest, par la paroisse de Saint-Basile-le-Grand, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Village de McMasterville", même comté.

2695—22-2

territory presently forming the canonical parish of Sainte Agnès de Dundee, as erected by canonical decree dated the 17th of September, 1863, and aggrandized by a decree dated the 26th of September, 1904, and to erect all this territory into a separate school municipality, for Catholics only, under the name of "Sainte Agnès de Dundee", same county.

2694—22-2

No. 2428-14

Quebec, May 27, 1925.

Application is made to detach from the school municipality of the Village of Belœil, county of Verchères, the following territory bounded as follows, to wit: to the southeast by the Richelieu River; to the northwest by the right of way of the Canadian National Railways; on the southeast side by a by-road situate between the civil parish of McMasterville and the town of Belœil; on the southwest side by the parish of Saint Basile le Grand, and to erect all the above territory into a separate school municipality under the name of "Village of McMasterville", same county.

2696—22-2

Ratification de titres

Canada, Province de Québec.—District de Montréal.—Dans la Cour Supérieure.—No 458.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure, dans le district de Montréal, un acte de vente passé devant René Faribault, notaire, le douzième jour de janvier 1925, entre Joseph, Calixte-Rémi Charest, résidant à Murdock, dans l'état de Minnesota, E.U.A., comme vendeur, d'une part, et Joseph-Amédée Charest, résidant à Nashua, dans l'état de New-Hampshire, comme acheteur, d'autre part, aussi un acte passé devant René Faribault, notaire, le cinquième jour de mars 1925, entre les mêmes parties, recfiant la description de la propriété sus-vendue, lesdits actes étant une vente par ledit Joseph-Calixte-Rémi Charest, audit Joseph-Amédée Charest des propriétés immobilières suivantes, savoir :

Les propriétés immobilières suivantes, toutes des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, et toutes situées dans la cité de Montréal, province de Québec, Canada. Premièrement :

Les lots de terre ci-après désignés, tous de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent soixante et onze (271), savoir :

1. Les lots de subdivision numéros 4, 5, 23, 49, 50, 76, 93, 95, 108, 112, 113, 122, 131, 132, 167, 168, 225, 226, 493, 573 et 574, tous situés sur la rue Bénoni.

2. Les lots de subdivision numéros 205, 206 et 207, formant ensemble un seul emplacement situé sur la rue Bénoni.

3. Les lots de subdivision numéros 185, 186, 243, 244, 255, 258, 281, 282, 405, 407, 408, 429, 430, 431, 511, 512, 597, 598 et 608, tous situés sur la rue Routhier, autrefois rue Saint-Gérard.

4. Les lots de subdivision numéros 463 et 464, tous situés sur la rue Lajeunesse.

5. Les lots de subdivision numéros 476, 477, 478, 522 et 523, tous situés sur l'avenue Muir.

6. Les lots de subdivision numéros 313 et

Confirmation of titles

Canada, Province of Quebec.—District of Montreal.—In the Superior Court. — No. 458.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the Prothonotary of the Superior Court in the District of Montreal, a deed of sale executed before René Faribault, notary, on the 12th of January, 1925, between Joseph Calixte Remi Charest, residing at Murdock, in the state of Minnesota, U. S. A., as vendor, of the one part, and Joseph Amédée Charest, residing at Nashua, in the state of New Hampshire, as purchaser, of the other part, also a deed executed before René Faribault, notary, on the 5th of March, 1925, between the same parties, correcting the description of the properties covered by the said deed of sale, the said deeds being a sale by the said Joseph Calixte Remi Charest to the said Joseph Amédée Charest of the following immovable properties, namely:

The following immovable properties, all of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, and all situate in the city of Montreal, Province of Quebec, Canada.

Firstly:

The lots of land hereinafter described, all of the official subdivision of original lot number two hundred and seventy-one (271), viz:

1st. Subdivision lots numbers 4, 5, 23, 49, 50, 76, 93, 95, 108, 112, 113, 122, 131, 132, 167, 168, 225, 226, 493, 573, and 574, all situate on Benoni Street.

2nd. Subdivision lots numbers 205, 206 and 207, forming together only one emplacement situate on Benoni Street.

3rd. Subdivision lots numbers 185, 186, 243, 244, 255, 258, 281, 282, 405, 407, 408, 429, 430, 431, 511, 512, 597, 598 and 608, all situate on Routhier Street, formerly Saint Gerard Street.

4th. Subdivision lots numbers 463 and 464, all situate on Lajeunesse Street.

5th. Subdivision lots numbers 476, 477, 478, 522 and 523, all situate on Muir Avenue.

6th. Subdivision lots numbers 313 and 315,

315, tous situés sur la rue Louvain, autrefois avenue Russell.

7. Une partie de la subdivision du lot numéro 592, contenant environ 25 pieds de largeur par une profondeur de 65 pieds, et bornée comme suit: en front au sud-est par la partie dudit lot expropriée par la cité de Montréal pour l'élargissement du Boulevard Crémazie, en arrière au nord-ouest par le lot numéro 571, du côté nord-est par la rue Bénoni, et du côté sud-ouest par la partie du lot numéro 610, tous de la même subdivision.

8. Les lots de subdivision numéros 1 et 2 du lot de subdivision numéro 148, tous deux situés sur la rue Bénoni.

9. Les lots de subdivision numéros 1, 2, 3 et 4 du lot de subdivision numéro 258, situés, les deux premiers, sur la rue Lajeunesse, et les deux derniers sur la rue Routhier, autrefois rue Saint-Gérard.

Deuxièmement:—

Les lots de terre ci-après désignés, tous de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent soixante-dix (270), savoir:

(a) Les lots de subdivision numéros 43, 92, 93, 143, 144, 196 et 197, tous situés sur la rue Routhier, autrefois rue Saint-Gérard.

(b) Les lots de subdivision numéros 151, 152, 163, 164, 167, 168 et 204, tous situés sur la rue Lajeunesse.

(c) Les lots de subdivision numéros 228, 229 et 230, tous situés sur l'avenue Hertel.

Troisièmement:—

Les emplacements suivants, tous situés sur la rue Bénoni, savoir:

Un emplacement composé des lots de subdivision numéros 21 du lot originaire numéro 270 et 360 du lot originaire numéro 271.

Un emplacement composé des lots de subdivision numéros 22 du lot originaire numéro 270 et 359 du lot originaire numéro 271.

Un emplacement composé des lots de subdivision numéros 28 du lot originaire numéro 270 et 353 du lot originaire numéro 271.

Un emplacement composé des lots de subdivision numéros 74 du lot originaire numéro 270 et 335 du lot originaire numéro 271.

Un emplacement composé des lots de subdivision numéros 75 du lot originaire numéro 270 et 334 du lot originaire numéro 271.

Les dites propriétés immobilières étaient possédées par Joseph-Calixte-Rémi Charest comme propriétaire pour les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur lesdits immeubles immédiatement avant et lors de l'acquisition desdits immeubles par ledit Joseph-Amédée Charest, sont averties qu'il sera présenté à la dite Cour, le trentième jour de juin, 1925, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du Code de Procédure Civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans cette cause, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six (6) jours après ledit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

Montréal, le 27 mai, 1925.

Le député-protonotaire de la
Cour Supérieure,
J.-E. LACOMBE.

2703—22-2

all situate on Louvain Street, formerly Russell Avenue.

7th. A portion of subdivision lot number 592, containing about 25 feet in width by a depth of 65 feet and bounded as follows: in front to the southeast by the portion of said lot expropriated by the city of Montreal for the widening of Boulevard Crémazie, in rear to the north west by lot number 571, on the north east side by Benoni Street, and on the south west side by part of lot number 610, all of the same subdivision.

8th. Subdivision lots numbers 1 and 2 of subdivision lot number 148, both situate on Benoni Street.

9th. Subdivision lots numbers 1, 2, 3 and 4 of subdivision lot number 258, situate, the two first ones, on Lajeunesse Street, and the two last ones on Routhier, formerly Saint Gerard Street.

Secondly:—

The lots of land hereinafter described, all of the official subdivision of original lot number two hundred and seventy (270), viz:

(a) The subdivision lots numbers 43, 92, 93, 143, 144, 196 and 197, all situate on Routhier Street, formerly Saint Gerard Street.

(b) The subdivision lots numbers 151, 152, 163, 164, 167, 168 and 204, all situate on Lajeunesse Street.

(c) The subdivision lots numbers 228, 229 and 230, all situate on Hertel Avenue.

Thirdly:—

The following emplacements, all situate on Benoni Street, viz:

An emplacement composed of subdivision lots numbers 21 of original lot number 270 and 360 of original lot number 271.

An emplacement composed of subdivision lots numbers 22 of original lot number 270, and 359 of original lot number 271.

An emplacement composed of subdivision lots numbers 28 of original lot number 270, and 353 of original lot number 271.

An emplacement composed of subdivision lots numbers 74 of original lot number 270, and 335 of original lot number 271.

An emplacement composed of subdivision lots numbers 75 of original lot number 270 and 334 of original lot number 271.

The said immovable properties were possessed by Joseph Calixte Remi Charest as proprietor for the three years now last past; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immovables, immediately previous to and at the time the same were acquired by the said Joseph Amédée Charest, are hereby notified that application will be made to the said Court, on the 30th day of June, 1925, for a judgment of confirmation of title, and that unless their claims are such as the registrar is bound, under the provisions of the Code of Civil Procedure, to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their opposition in writing and to file the same in the office of the Prothonotary within six (6) days after the said date, in default of which they shall be forever precluded from the right of so doing.

Montreal, 27th May, 1925.

J. E. LACOMBE,
Deputy Prothonotary of the
Superior Court.

2704—22-2

Ventes—Loi de faillite

Seles—Bankruptcy Act

Canada, province de Québec, district de Montréal. Cour Supérieure, en faillite, No 74. Dans l'affaire de Robert Martel, failli, marchand, de Saint-Cyrille-de-Wendover et ayant son domicile à Montréal.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement ayant front sur la rue Drolet, en la cité de Montréal, composé comme suit:

a. Du lot numéro cent dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro neuf (9-118) des plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte Saint-Louis.

b. Du lot numéro dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux mille six cent quarante-quatre (2644-18) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, mesurant, le dit emplacement, dix-huit cent soixante-quinze pieds en superficie, mesure anglaise et plus ou moins, avec une maison portant les numéros civiques 3134, 3136, 3138 de la dite Rue Drolet, avec le petit hangar se trouvant en arrière des dits lots et avec droit de passage dans la ruelle en arrière des dits lots, en commun avec tous autres y ayant droit, circonstances et dépendances.

Sera vendu en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure du district de Montréal, en matière de faillite, rendu le vingt-deux mai, mil neuf cent vingt-cinq, portant le No 74 des dossiers de la dite Cour, suivant les dispositions de la loi de faillite, article 20, par. 4 et Seq., ayant effet du décret, au bureau du shérif du district de Montréal, situé au Palais de Justice, en la dite cité de Montréal, JEUDI, le DEUXIEME jour du mois de JUILLET, mil neuf cent vingt-cinq, à DEUX heures de l'après-midi, (heure solaire).

Conditions de paiement: 20% comptant, la balance sous trois jours.

Pour information et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
VINCENT LAMARRE.

83 Craig Ouest, Montréal.

Montréal, 27 mai 1925.

2697—22-2

Canada, province de Québec, district de Montréal. Cour Supérieure (en faillite) No 88. Dans l'affaire de Onésime Mongrain, failli, Sorel, Qué.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un terrain situé en la Cité de Sorel, sur la rue Augusta, et connu comme étant le lot numéro quatre cent soixante et un (461) du cadastre officiel de la ville de Sorel, avec les bâtisses y érigées, y compris aussi les droits que le failli possède dans le lot numéro quatre cent soixante-deux (462) du cadastre officiel de la ville de Sorel, dans la partie d'icelui servant de passage mitoyen pour l'utilité des propriétaires des susdits lots Nos 461 et 462 du dit cadastre officiel de la ville de Sorel—avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Sera vendu en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure du District de Montréal, en matière de faillite, rendu le vingt-deux mai courant, mil neuf cent vingt-cinq, portant le No 88 des dossiers de la dite Cour, suivant les dispositions de la Loi de faillite, article 20, par. 4 et Seq., ayant effet

Canada, Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court (In bankruptcy) No. 74. In the matter of Robert Martel, Bankrupt, merchant, of Saint Cyrille de Wendover and having his domicile at Montreal.

Public notice is hereby given that the immovable designated as follows:

An emplacement fronting on Drolet Street, in the City of Montreal, composed as follows:

a. Of lot number one hundred and eighteen of the official subdivision of original lot number nine (9-118), on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Côte Saint-Louis.

b. Of lot number eighteen of the official subdivision of original lot number two thousand six hundred and forty four (2644-18) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, measuring, said emplacement, eighteen hundred and seventy five feet in superficies, English measure, and more or less, with a house bearing civic numbers 3134, 3136, 3138 of the said Drolet Street, with the small shed lying in rear of said lots with a right of way in the lane at the rear of said lots, in common with all others having rights thereto, circumstances and dependencies.

Will be sold under a judgment of the Superior Court of the district of Montreal, sitting in Bankruptcy, rendered the twenty-second of May, one thousand nine hundred and twenty five, bearing No. 74 of the Records of said Court, pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act, article 20, paragraph 4 & Seq., having the effect of a sheriff's sale, at the office of the Sheriff of the district of Montreal, situate in the Court House, in the said City of Montreal, on THURSDAY, the SECOND day of the month of JULY, one thousand nine hundred and twenty five, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time).

Terms of payment: 20% cash, the balance within three days.

For particulars and lists of charges, apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE,
Trustee.

Office 83 Craig West, Montreal.

Montreal, May 27, 1925.

2698—22-2

Canada, Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court (In Bankruptcy), No. 88. In the matter of: Onesime Mongrain, Bankrupt, Sorel, Que.

Notice is hereby given that the immovable designated as follows:

A lot of land situate in the city of Sorel, on Augusta Street, and known as being lot number four hundred and sixty one (461) of the official cadastre of the town of Sorel, with the buildings thereon erected, including also all the rights held by the Bankrupt in lot number four hundred and sixty two (462) of the official cadastre of the town of Sorel, in the part thereof used as common passage for the utility of the proprietors of the aforesaid lots Nos 461 and 462 of said official cadastre of the town of Sorel—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Will be sold under a judgment of the Superior Court of the district of Montreal, sitting in Bankruptcy, rendered the twenty second of May instant, one thousand nine hundred and twenty-five, bearing No. 88 of the records of the said Court, pursuant to the provisions of the

du décret, au bureau du Shérif du District de Richelieu, situé au Palais de Justice de la Ville de Sorel, VENDREDI, le TROISIEME jour du mois de JUILLET, mil neuf cent vingt-cinq, à ONZE heures de l'avant-midi, (heure solaire).

Conditions de paiement: 20% comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,

VINCENT LAMARRE.

Bureau: 83 Craig Ouest, Montréal.

Montréal, 27 mai 1925.

2699—22-2

Bankruptcy Act, article 20, par. 4 and Seq., having the effect of a sheriff's sale, at the office of the sheriff of the district of Richelieu, situate in the Court House, in the town of Sorel, on FRIDAY, the THIRD day of the month of JULY one thousand nine hundred and twenty five, at ELEVEN o'clock in the forenoon, (Standard Time).

Conditions of payment: 20% cash, the balance within three days.

For particulars and lists of charges, apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE,

Trustee.

Office: 83 Craig West, Montreal.

Montreal, May 27, 1925.

2700—22-2

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 22

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dame Bacon vs Parmentier.....	1792
" Bégin vs Bilodeau.....	1792
" Cadotte vs Trépanier.....	1790
" Daigneault vs Courtemanche.....	1791
" Destremes vs Tranchemontagne...	1792
" Guérin vs Guérin.....	1790
" Korobow vs Schwartz.....	1790
" Lafortune vs Laporte.....	1791
" Lobel vs Berman.....	1792
" Lubet vs Adelman.....	1792
" Lussier vs Patry.....	1790
" Plamondon vs Beauchemin.....	1790
" Pipe dit Simonneau vs Duval.....	1791
" Poirier vs Vignola.....	1791
" St-Onge vs Desrosiers.....	1792
" Tanguay vs Beaudin.....	1793
" Veilleux vs Poulin.....	1791

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :

Taillefet vs de Verneuil.....	1793
ANNONCEURS:—Avis aux:—.....	1769
Supplément de la Gazette officielle.....	1769

ARRÊTÉ-EN-CONSEIL :—

Concernant le Parc National des Laurentides.....	1770
Règlements concernant le Parc National des Laurentides.....	1771

AVIS DIVERS :—

Bovril Limited.....	1798
Owens Acme Gold Mines, Ltd.....	1793
Quebec Development Co., Ltd.....	1794

BUREAU-CHEF:—

Montreal Crushed Stone Co., Ltd.....	1794
Quinlan, Robertson & Janin, Ltd.....	1795
Summerlea Golf Club Inc.....	1794

CHARTRE—ABANDONNE :—

The Lacolle Brokerage Co., Ltd.....	1795
-------------------------------------	------

COMPAGNIE DISSOUTE:—

La Cie Industrielle A. Bernard.....	1795
-------------------------------------	------

Index of the Quebec Official Gazette, No 22

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dame Bacon vs Parmentier.....	1792
" Bégin vs Bilodeau.....	1792
" Cadotte vs Trépanier.....	1790
" Daigneault vs Courtemanche.....	1791
" Destremes vs Tranchemontagne...	1792
" Cuérin vs Guérin.....	1790
" Korobow vs Schwartz.....	1790
" Lafortune vs Laporte.....	1791
" Lobel vs Berman.....	1792
" Lubet vs Adelman.....	1792
" Lussier vs Patry.....	1790
" Plamondon vs Beauchemin.....	1790
" Pipe dit Simonneau vs Duval.....	1791
" Poirier vs Vignola.....	1791
" St-Onge vs Desrosiers.....	1792
" Tanguay vs Beaudin.....	1793
" Veilleux vs Poulin.....	1791

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:—

Taillefet vs de Verneuil.....	1793
ADVERTISERS:—Notice to:—.....	1769
Supplement of the Official Gazette.....	1769

ORDER-IN-COUNCIL :—

Respecting the Laurentides National Park.....	1770
Regulations respecting the Laurentides National Park.....	1771

MISCELLANEOUS NOTICES :—

Bovril Limited.....	1798
Owens Acme Gold Mines, Ltd.....	1793
Quebec Development Co., Ltd.....	1794

CHIEF-OFFICE :—

Montreal Crushed Stone Co., Ltd.....	1794
Quinlan, Robertson & Janin, Ltd.....	1795
Summerlea Golf Club Inc.....	1794

CHARTER—SURRENDER OF :—

The Lacolle Brokerage Co., Ltd.....	1795
-------------------------------------	------

COMPANY DISSOLVED :—

La Cie Industrielle A. Bernard.....	1795
-------------------------------------	------

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:— DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Municipalité scolaire Saint-Mathieu-de-Belœil.....	1810	School municipality Saint-Mathieu-de-Belœil.....	1810
Municipalité scolaire Saint-Pascal.....	1810	School Municipality Saint-Pascal.....	1810
Municipalité scolaire Sainte-Agnès-de-Dundee.....	1810	School Municipality Sainte-Agnès-de-Dundee.....	1810
Municipalité scolaire Village de Mc-Masterville.....	1811	School Municipality Village of Mc-Masterville.....	1811
Municipalité scolaire Delage.....	1789	School municipality Delage.....	1789
Municipalité scolaire Saint-Cyprien.....	1789	School Municipality Saint-Cyprien.....	1789

EXAMEN :—

Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Montréal.....	1795
---	------

EXAMINATION :—

School for Higher Commercial Studies of Montreal.....	1795
---	------

LETTRES PATENTES :—

A. Allard Company Limited.....	1772
Braids and Trimmings Limited.....	1773
Coaticook Cartage Co., Ltd.....	1775
Germanic Publishing Co., Ltd.....	1776
Ladder Lock Limited.....	1779
People's Journal Publishing Co., Ltd.....	1782
Pickanock Company Ltd.....	1784
Round Corner Clothiers Ltd.....	1785
The Dominion Cartage Co., Ltd.....	1787

LETTERS PATENT:—

A. Allard Company Limited.....	1772
Braids and Trimmings Limited.....	1773
Coaticook Cartage Co., Ltd.....	1775
Germanic Publishing Co., Ltd.....	1776
Ladder Lock Limited.....	1779
People's Journal Publishing Co., Ltd.....	1782
Pickanock Company Ltd.....	1784
Round Corner Clothiers Ltd.....	1785
The Dominion Cartage Co., Ltd.....	1787

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de l'Ascension.....	1789
--	------

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de l'Ascension.....	1789
--	------

MINUTES DE NOTAIRE:—

Deland, L.-J..	1796
----------------------	------

NOTARIAL MINUTES:—

Deland, L.-J..	1796
----------------------	------

NOMINATIONS :—

Commissaire d'écoles.....	1810
---------------------------	------

APPOINTMENTS :—

School Commissioner.....	1810
--------------------------	------

RATIFICATION DE TITRE:—

Charest, Joseph-Amédée.....	1811
Howard Fish & Game Club Corp.....	1796

CONFIRMATION OF TITLE:—

Charest, Joseph-Amédée.....	1811
Howard Fish & Game Club Corp.....	1796

SOUMISSIONS :—

Cité de Shawinigan Falls.....	1797
Ville de Bagotville.....	1798

TENDERS :—

City of Shawinigan Falls.....	1797
Town of Bagotville.....	1798

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Bouassaly, Georges.....	1800
Loubier, Edouard.....	1799
Martel, Robert.....	1813
Mongrain, Onésime.....	1813

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Bouassaly, Georges.....	1800
Loubier, Edouard.....	1799
Martel, Robert.....	1813
Mongrain, Onésime.....	1813

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ARTHABASKA :—

Butler vs Carrier.....	1800
Gauthier vs Mailhot.....	1801
Picard vs Massé.....	1801

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA :—

Butler vs Carrier.....	1800
Gauthier vs Mailhot.....	1801
Picard vs Massé.....	1801

BEAUCE :—

Beaudoin vs Asselin.....	1802
--------------------------	------

BEAUCE :—

Beaudoin vs Asselin.....	1802
--------------------------	------

BEDFORD :—

Jenkinson <i>et al</i> vs Lapointe.....	1802
---	------

BEDFORD :—

Jenkinson <i>et al</i> vs Lapointe.....	1802
---	------

IBERVILLE :—		IBERVILLE :—	
Boyer vs Primeau.....	1802	Boyer vs Primeau.....	1802
JOLIETTE :—		JOLIETTE :—	
Hamelin vs Selander <i>et al.</i>	1803	Hamelin vs Selander <i>et al.</i>	1803
KAMOURASKA :—		KAMOURASKA :—	
Riou vs Leclerc.....	1804	Riou vs Leclerc.....	1804
MONTCALM :—		MONTCALM :—	
Allaire vs Venne.....	1804	Allaire vs Venne.....	1804
MONTRÉAL :—		MONTREAL :—	
Beauchamp vs Bentley.....	1806	Beauchamp vs Bentley.....	1806
Bisson vs Bédard.....	1805	Bisson vs Bédard.....	1805
L'Université de Montréal vs Charbon neau.....	1805	The University of Montreal vs Char- bonneau.....	1805
PONTIAC :—		PONTIAC :—	
Cadotte vs Gaudet.....	1807	Cadotte vs Gaudet.....	1807
Banque Provinciale du Canada vs Duffy..	1806	Provincial Bank of Canada vs Duffy..	1806
Barry vs Findley <i>et al.</i>	1806	Barry vs Findley <i>et al.</i>	1806
QUÉBEC :—		QUÉBEC :—	
Cannon <i>et al</i> vs Tanguay.....	1807	Cannon <i>et al</i> vs Tanguay.....	1807
RICHELIEU :—		RICHELIEU :—	
Moreau vs The Transportation & Ship- ping Co., Ltd.....	1807	Moreau vs The Transportation & Ship- ping Co., Ltd.....	1807
SAINT-HYACINTHE :—		SAINT-HYACINTHE :—	
The Thos. Davidson Mfg Co., Ltd vs Casavant.....	1808	The Thos. Davidson Mfg. Co., Ltd vs Casavant.....	1808
TERREBONNE :—		TERREBONNE :—	
Dewitt <i>et al</i> vs Schad <i>et vir</i>	1809	Dewitt <i>et al</i> vs Schad <i>et vir</i>	1809
TROIS-RIVIÈRES :—		THREE RIVERS :—	
Godin vs Larivière.....	1809	Godin vs Larivière.....	1809
Marchand vs Héritiers A. Trudel.....	1810	Marchand vs Heirs A. Trudel.....	1810